Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

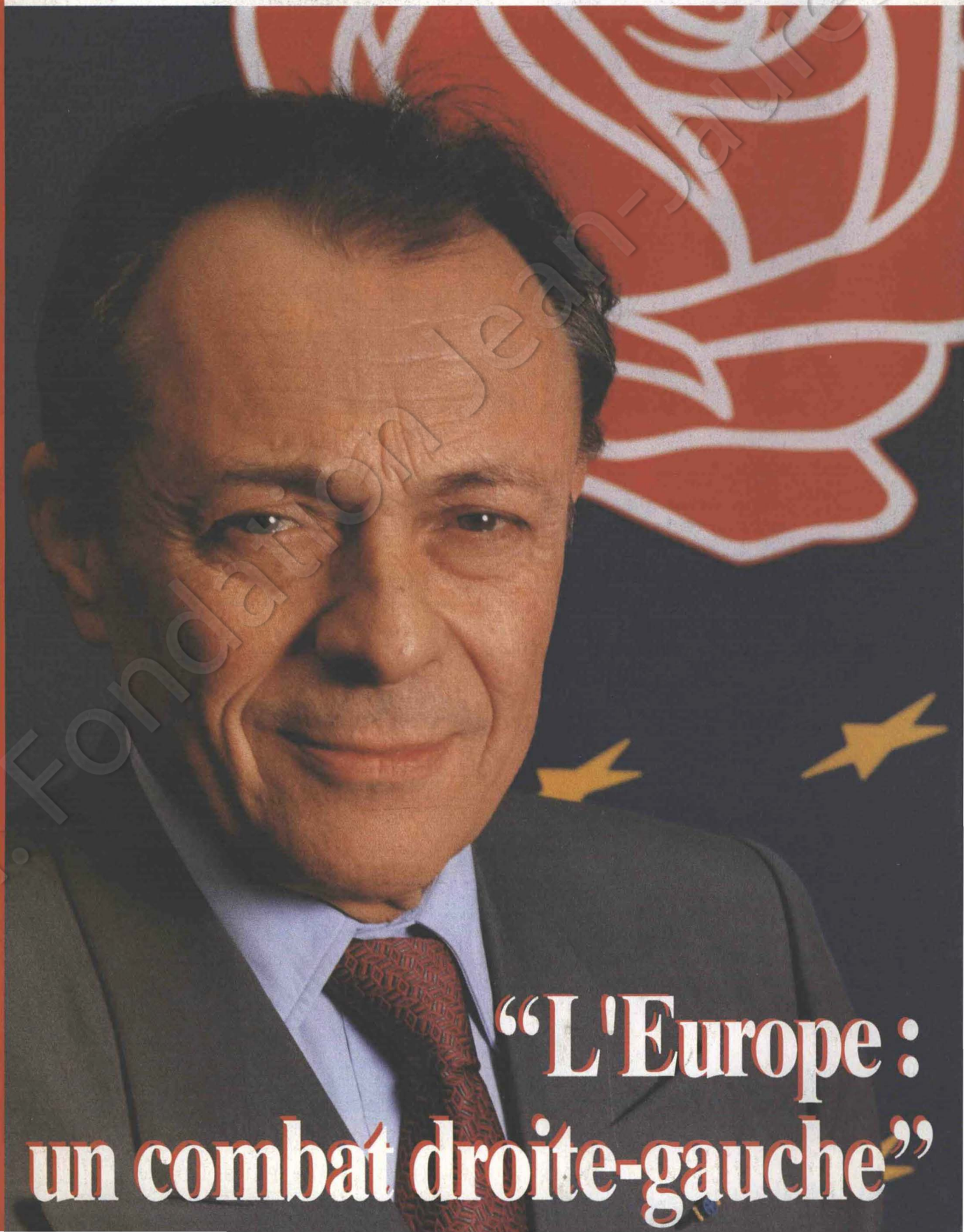
29 avril 1994

1er MAI 1994 : *pensées pour Pierre Bérégovoy*

ECONOMIE : *pour une politique au service de l'emploi*

AFRIQUE DU SUD : *les premiers pas de la démocratie*

VILLE : *recherche politique désespérément*



"L'Europe : un combat droite-gauche"

n° 226
10 F
ISSN 0995-0583

Col. Fondation Jean-Jaurès

Avec les solutions gaz naturel, votre commune se donne les moyens d'un meilleur développement.



Une énergie, un partenaire.

Maîtriser l'énergie, en garantir l'approvisionnement, respecter l'environnement, améliorer la qualité de vie de vos citoyens comme la performance de votre commune : tel est le sens de l'engagement de Gaz de France. Parce que chaque commune gère différemment son budget Energie, Gaz de France propose en partenariat avec les services techniques des collectivités locales, des solutions haute technologie spécifiques et des services adaptés pour toujours plus de confort et d'économie : l'établissement des bilans énergétiques, la réduction des travaux de voirie, des logiciels cartographiques, la valorisation des techniques génératrices d'économies, la vente de chaleur et le traitement des ordures ménagères. En mettant tout en oeuvre pour un développement harmonieux de votre commune, chaque centre EDF GDF SERVICES constituera pour longtemps votre partenaire privilégié.

Gaz de France

GAZ DE FRANCE.
VOIR AUTREMENT, VOIR PLUS LOIN.

© MGTB Ayer

Coll. Fondation Jean-Jaurès



Pierre

Il y a un an disparaissait Pierre Bérégovoy. Dimanche, à Nevers, aux côtés de sa famille, avec le Président de la République, autour de ses anciens collaborateurs, nous allons célébrer sa mémoire.

Pour nous, socialistes, Pierre Bérégovoy reste d'abord l'exemple même du grand militant, celui qui a donné sa vie au combat syndical et politique, et l'a donnée jusqu'au bout.

Il a été un grand ministre. Il a eu le courage d'assumer ses convictions, justes, même quand, parfois, certains de ses camarades ne les comprenaient pas. Il a été un grand Premier ministre. Il a su tenir notre cap à une période où tous les éléments, même les moins naturels, étaient déchaînés contre nous.

Sa fidélité au socialisme, sa fidélité au Parti, il les a manifestées jusque dans les derniers jours de sa vie, quand il trouvait la force d'œuvrer à l'apaisement collectif, à un moment où lui-même vivait le plus douloureux des tumultes intérieurs.

La vie publique est toujours difficile. La vie politique est souvent cruelle. La vie est parfois injuste. L'histoire tranchera. Nul doute qu'elle le fera en faveur de l'homme d'Etat qu'il fut. Pour ce qui est de l'homme, les Français, déjà, lui ont rendu justice.

M. Rocard

Cette semaine

4 BRUITS ET CHUCHOTEMENTS

6 DOSSIER

- *Pour une politique économique au service de l'emploi*

12 POLITIQUE INTÉRIEURE

- *"L'Europe, un combat droite-gauche"*
- *Les Assises à Rennes : acte 2*

15 SOCIÉTÉ

- *Procès Touvier : un verdict pour l'Histoire*
- *Rapport Schléret : va-t-il rallumer la querelle privé-public ?*

17 VENDREDI IDEES

- *Ville : recherche politique désespérément*

21 VILLES ET RÉGIONS

- *Taxe professionnelle : la décentralisation à l'envers*



22 POLITIQUE INTERNATIONALE

- *Afrique du Sud : les premiers pas de la démocratie*
- *Gorazde : stopper les Serbes*
- *Rwanda : un conflit politique*

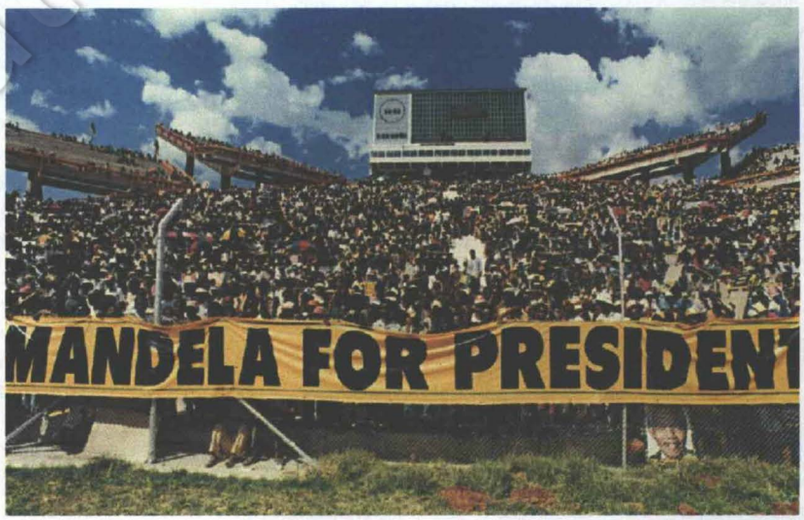
28 MAGAZINE

- *Duras, le mausolée*

30 COURRIER

31 INVITÉ

- *Laure Adler*



"Un homme, un vote". Nelson Mandela a enfin atteint son but.
page 22

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTION
Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon – *Co-directeur de la Publication* : Didier Leconte – *Directeur* : Sylvie Bezançon (78.82) – *Vendredi-Idées* : Alain Bergounioux
RÉDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.04) – *Politique* : Jean-Pierre Bedei (78.73) – *Economie* : Monique Grima (78.70) – *Société* : Patricia Jaffray (78.94)
International : Ghislaine Toutain (78.72) – *Villes et Régions* : Chrystie Lipani (78.55) – *Magazine* : Françoise Roby (78.55) – *Vendredi-Idées* : Bernard Chaouat (79.01)
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) – Vanda Gervasio (78.58)
PHOTO : Pascal Lebrun (78.53)
ABONNEMENTS - PETITES ANNONCES : Marie-Lou Le Bras (78.57) – Sabine Sebah (78.56)
SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) – Binh Vu Trong (78.53)
PUBLICITÉ : Pyramid Conseil : 42 21 40 90 – Nathalie Tournier 45 56 78 46, Franck Accart 45 56 79 03 - Fax : 45 56 79 40
FABRICATION : *Direction artistique* : Timoléon (Paris) – *Maquette* : Christine Lovinger (78.92), Sandrine Girard (78.92)
PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris – IMPRESSION : PPR - Saint-Ouen l'Aumône – ROUTAGE : Inter-routage - Aubervilliers
N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000
CRÉDIT PHOTO : P. Lebrun (couv, p.6, p.8, p.13, p.16, p.17, p.31) ; AFP (p.4) ; Jouber/REA (p.7) ; Kessler/Sipa-Press (p.9) ; Maillac/REA (p.11) ; J.C./N'Diaye/Imapress (p.19) ; W. Dhaladhla/AFP (p.22) ; W. Van Cappellen/REA (p.24).
Ce numéro a été tiré à 154.000 exemplaires

Collection Jean Jaurès

Pasqua allergique à l'hermine

Le ministre de l'Intérieur avait mis en cause dans le "Figaro" l'attitude des magistrats envers les étrangers en situation d'expulsion ou de reconduite à la frontière. Il accusait ces juges ni plus ni moins que de "créer une jurisprudence contraire à la loi". Ajoutant pour faire bonne mesure : "Il n'y a rien de plus irritant pour les forces de police et pour la population que de constater que la loi n'est pas appliquée". C'est un Pierre Méhaignerie faisant fi de la solidarité avec son cher collègue Charles qui lui a demandé "de ne pas faire d'une profession les boucs-émissaires des difficultés rencontrées par les pouvoirs publics". En fait, Pasqua n'a pas accepté le retour, à la suite d'une décision judiciaire, des deux jeunes Lyonnais expulsés. Une décision pourtant tout ce qu'il y a de plus légale, sous réserve de ce qu'en dira le Tribunal des conflits saisi. Dans le collimateur de Pasqua également : des juges qui renâclent à envoyer des étrangers en zones de rétention administrative et en viennent à juger le bien-fondé des mesures d'éloignement du territoire. Ce que les lois Pasqua voulaient éviter à tout prix. En attendant, les syndicats de magistrats ont réagi très vivement et demandent à Balladur d'arbitrer ce couac domestique.



La parité fait son chemin

L'exemple de parité hommes-femmes donné par la liste socialiste au Parlement européen donne des boutons aux listes concurrentes qui ne peuvent résister à la pression. Il s'agit déjà d'aller plus loin. Les Etats Généraux des Femmes réunis le 23 avril, pour le cinquantenaire de leur droit de vote, ont, sous l'impulsion d'Yvette Roudy, présidente de l'Assemblée des Femmes, lancé la mobilisation pour la parité comme objectif pour les municipales, sur le thème : "Soyez maires". Et une proposition de loi sur la parité en politique est en préparation. Surtout, cette revendication égalitaire, simple et... juste, doit être soutenue par un mouvement social pour avancer.

Claude Estier

19 avril

Les jurés de la cour d'assises de Versailles ne se sont pas laissés troubler par les subtilités portant sur le point de savoir si Touvier, en faisant exécuter sept juifs à Rillieux-la-Pape, avait ou non agi sur ordre des Allemands. Ils ont rendu un verdict conforme à ce qu'attendaient ceux -dont je suis- qui pensent, comme l'a fort bien dit Roland Dumas, qu'il ne saurait y avoir d'oubli envers les crimes commis par des hommes qui avaient choisi de se faire les auxiliaires de la Gestapo. Reste encore à juger le régime de Vichy lui-même à travers le dernier survivant qui puisse l'être, Maurice Papon. Peut-on l'espérer ?

20 avril

Valéry Giscard d'Estaing se lance soudain dans une curieuse campagne en faveur du quinquennat qu'il s'était bien gardé de faire aboutir quand il était à l'Elysée. Peut-être pense-t-il que s'il était à nouveau candidat en 1995 il aurait plus de chances d'être élu pour cinq ans que pour sept ! Mais de là à soutenir que cette question est "au centre de l'actualité"...

24 avril

Les fortes paroles prononcées par François Mitterrand à la maison des enfants d'Yzieu -"Il n'y a pas d'avenir sans la lumière du passé"- montrent bien que le souci de réconciliation nationale qu'il a toujours manifesté ne signifie pas l'oubli des crimes commis, en particulier contre des juifs pendant l'occupation, comme un amalgame douteux a tenté de le suggérer pendant le procès Touvier.

25 avril

Deux anniversaires à cette date. Il y a cinquante ans, l'Italie se libérait du fascisme. Il y a vingt ans, la "révolution des œillets" chassait la dictature portugaise. A Lisbonne, bien des espoirs du 25 avril se sont envolés mais le Portugal est une démocratie, solidement ancrée dans l'Union européenne, et son président, Mário Soares, grande figure de la social-démocratie, conserve une popularité exceptionnelle. A Rome, en revanche, on s'attend à ce que le prochain gouvernement comprenne des ministres se réclamant ouvertement de l'héritage de Mussolini. Avances et reculs, ainsi va l'Histoire...

Tapie martyr

Les responsables du football français étaient parfaitement dans leur droit de sanctionner Bernard Tapie. Ils ont tout de même attendu onze mois pour le faire. Ils auraient pu patienter encore quelques semaines jusqu'à ce que la justice rende son verdict. Car si la culpabilité de Tapie n'est pas démontrée, ils auront l'air malins, les dignitaires du football français. Que les méthodes spectaculaires et peu scrupuleuses du patron de l'OM irritent fortement la Fédération est bien compréhensible. Et que Tapie soit puni s'il a fauté est tout à fait normal. Mais on a surtout l'impression que les sanctions prises relèvent du règlement de comptes. Elles auraient revêtu une portée moins discutable si elles avaient découlé des décisions de justice. On aimerait que les responsables du foot français se penchent avec autant de rigueur sur la grande mansuétude du PSG à l'égard des ses supporters nazillons et casseurs du trop fameux kop de Boulogne. L'affaire est beaucoup plus importante que celle d'une corruption présumée pour un montant finalement assez faible. En attendant, les dirigeants du football font de Tapie un martyr... et donnent un coup d'accélérateur pour sa course à la mairie de Marseille.



Hooligans : le PSG solidaire ?

Dans le procès des hooligans du Parc des Princes, le procureur a requis des peines de prison ferme pour 11 des 17 prévenus. Dont un an de prison ferme pour 4 de ces "supporters". Ils sont accusés de violences et de voies de fait contre des CRS lors du match PSG-Caen, le 28 août 1993. Des images terribles que les télés ont amplement diffusées. Le procureur a mis en cause "le populisme, le paternalisme et le double langage" des dirigeants du club parisien à l'égard des fanatiques de la tribune Boulogne. Des dirigeants qui préfèrent le "dialogue" et la "tolérance" avec ces supporters rendus célèbres par leurs saluts nazis et leurs cris racistes sans dédaigner, à l'occasion, la violence. Le procureur a aussi requis des interdictions d'accès au stade. Jugement le 3 mai.

Collection Fondation Jean-Jaurès

1ER MAI 1993-1ER MAI 1994

Pensées pour Pierre

Un an déjà ! Tout a bougé, tout a changé et Pierre Bérégovoy nous manque encore un peu plus, tant le contexte de son suicide est aujourd'hui dépassé. Mais son absence, douloureuse, est bien réelle pour ses amis.



"On ne se suicide pas par hasard un premier mai quand on est un syndicaliste" note Jérôme Clément, dans son émouvant ouvrage "Lettres à Pierre Bérégovoy". Non, Béré n'est pas parti sans rien dire. Son silence tonne encore contre ce que sont devenues la démocratie et la politique. Il nous met en garde contre tout ce qui l'a poussé à son geste.

"Salut à Pierre Bérégovoy", le film réalisé par Serge Moati à partir de témoignages poignants et d'images d'archives édifiantes, diffusé cette semaine sur France 2, rappelle deux évidences. Pierre Bérégovoy a payé cher, trop cher, d'avoir été Premier ministre, lui qui était de gauche et pas de la "carrière" qui mène au pouvoir. Il devait gouverner et s'imposer aux détenteurs du pouvoir de l'argent alors qu'il avait été ouvrier et syndicaliste. Certains ne pardonnent pas. Se souvient-on avec quelle violence on le harcela au sujet de ce fameux prêt ? Imagine-t-on que l'on fasse subir à Balladur une parcelle de cet acharnement et du calvaire qu'endura Béré pendant des semaines, en pleine campagne législative ? Obsessionnelles questions, impossible défense d'un homme acculé, qui s'en souvient encore ? Aujourd'hui, 46 % des Français considèrent que Béré fut un homme intègre, injustement accablé. Loin de nous l'idée de dénoncer je ne sais quel complot, ourdi par les médias, les juges, ou d'autres. Non, ce fut plus simple et plus cruel encore.

Il fallait que la gauche paie, d'abord par son écrasement électoral annoncé et programmé. Mais sans doute fallait-il que s'y ajoutent la douleur et le drame, fut-ce au prix de la vie d'un des siens, pour que l'échec de cette gauche fût complet et que s'effaçât la rupture que constituait, pour la France traditionnelle, son maintien au pouvoir pendant plus de dix ans. Pour ceux-là, depuis les législatives de mars 1993, tout est rentré dans l'ordre : la droite est au pouvoir. Elle détient les places et contrôle les puissances d'argent avec plus de cynisme que jamais. La gauche, elle, est dans l'opposition. "Viendra le moment où l'on verra que tout ce qui a été fait depuis 1981 n'était pas mal et que, s'il y a eu des erreurs, il y a eu aussi des progrès. L'Histoire se chargera, je le pense profondément, d'établir un jugement plus serein que celui des 21 et 28 mars", nous annonçait Béré évoquant l'avenir lors du Comité directeur du 24 avril 1993. De fait, l'Histoire a déjà commencé à faire son œuvre, sans doute plus vite encore qu'il ne l'imaginait. Son action, tant décriée par la droite, donne aujourd'hui des résultats qu'elle engrange avec satisfaction.

Pierre Bérégovoy était de ceux qui ne pouvaient se résigner à voir la France rester ce pays d'injustices anciennes et de puissances non partagées. Il était un militant, de ceux qui se battent et qui savent aussi construire. On lui rappelait trop fréquemment son CAP d'ajusteur, au hasard des interviews, pour que ce fût un compliment. Or c'en était bien un, pour lui comme pour nous. Là était son honneur. Mais l'honnête homme qu'il était ne supporta plus la pesanteur des soupçons, ni le socialiste l'obsession de la défaite. Après sa mort voulue, si quelques-uns cherchèrent honnêtement à comprendre, d'autres assénèrent des certitudes. Ils se servirent de ce drame pour salir encore. Dérisoires et éphémères tentatives... Seule restera la grandeur de ce dernier geste d'un juste, à Nevers, le long du canal.

Lyne Cohen-Solal

A vos agendas

Avril 1994

Samedi 30

- *Deuxième rencontre des Assises de la transformation sociale, à Rennes : "Quelle économie pour l'emploi ?". Salle omnisports, esplanade du général de Gaulle, de 9 h 30 à 17 h 30.*
- *Commission nationale "Recherche", Rue de Solferino, 10 h à 17 h.*

Mai 1994

Dimanche 1er

- *Manifestations syndicales.*
- *Célébrations commémoratives du décès de Pierre Bérégovoy, à Nevers.*

Jeudi 5

- *Entretiens de Solferino "Le cinéma aujourd'hui" avec Christian Vincent et Alain Rocca. 10 rue de Solferino, Paris, 20 h 30 à 22 h. Tél. : 45 56 78 86.*
- *Campagne des européennes. Michel Rocard à Cherbourg.*

Vendredi 6

- *Campagne des européennes. Michel Rocard au Creusot sur le thème de la reconversion industrielle.*

Samedi 7

- *Commission nationale Entreprise, 10 rue de Solferino, 9 h 30 à 17 h.*
- *Journée nationale Education (commission nationale, fédéraux éducation, groupe éducation FNESR et équipe éducation). Assemblée nationale. 10 h à 17 h.*

Dimanche 8

- *Martine Aubry à "7/7", TF1, 19 h.*

Dimanche 8 au mardi 10

- *Internationale socialiste. Conseil international à Tokyo.*

Vendredi 20

- *Campagne des européennes. Michel Rocard à Fécamp sur le thème du chômage.*

Samedi 21

- *Marche des chômeurs en Ile-de-France.*

Mardi 24

- *Conseil national de la FEN.*

Jeudi 26

- *Campagne des européennes. Michel Rocard à Pouilly-en-Auxois sur le thème de l'aménagement du territoire en milieu rural.*

Samedi 28

- *Journée des secrétaires et délégués fédéraux à la Culture. 10 rue de Solferino.*
- *Colloque transports aériens organisé par le secteur Entreprises.*

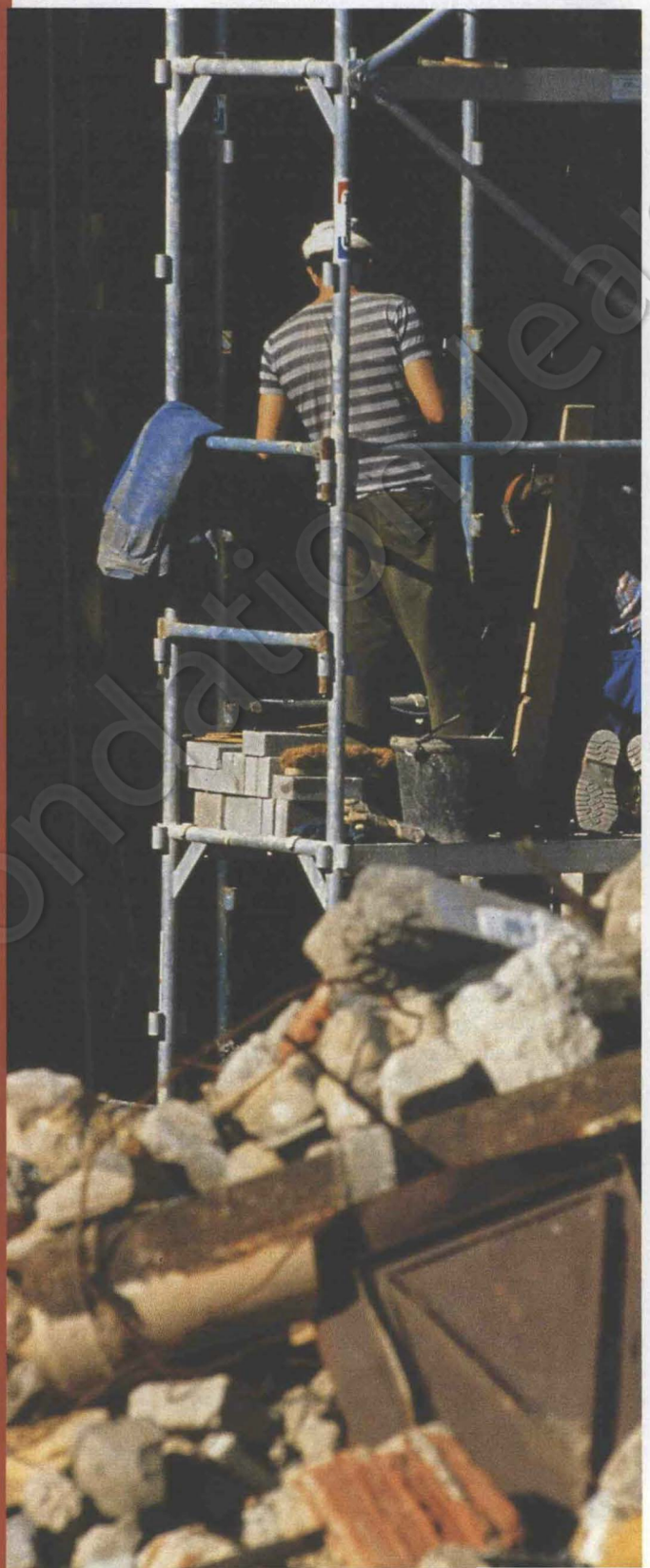
Samedi 28 et dimanche 29

- *Marche des chômeurs : manifestation nationale de clôture à Paris.*

Les 2 et 3 juillet, tous à
La fête du Parti
au parc paysager de La Courneuve

Un an de politique chaotique et désorganisée, "un gouvernement qui fait perdre deux ans à la France" comme le souligne le PS dans le bilan du gouvernement Balladur qu'il vient de rendre public. La gauche se rassemble autour des vraies questions qui se posent aux Français. Que peut être une politique économique au service de l'emploi ? Quel emploi, quelle activité, quel travail pour demain ? Quelles forces sociales économiques pour promouvoir l'emploi ? Chacun pourra imaginer et proposer des solutions lors des Assises de la transformation sociale, à Rennes.

Pour une poli au service de



Nous vivons la récession la plus profonde depuis la seconde guerre mondiale. On avait beau savoir qu'ils étaient mauvais, on a quand même des frissons rétrospectifs en découvrant les chiffres de 1993 égrénés au fil des pages des Comptes provisoires de la nation.

Ces chiffres : -1 % pour la production, +0,4 % seulement pour la consommation, l'évolution "la plus faible constatée depuis trente ans", une hausse des prélèvements obligatoires de 43,6 à 44 % du PIB. 255.000 postes de travail ont été perdus, après les 188.000 de l'année précédente. Le chômage touche 11,6 % de la population active, 2,6 millions de personnes.

A crise forte, reprise forte ? Rien n'est moins sûr. Certes, selon l'INSEE, les signes de reprise se multiplient, mais ils semblent se multiplier dans le vide, sans que personne n'y croie. Alors que les indicateurs économiques recommencent à clignoter faiblement, les indicateurs sociaux, eux, restent hélas en berne. Les entreprises françaises ont amélioré "sensiblement" leur situation financière, dégagé des marges d'autofinancement. Mais d'investissements, point, ou très peu : comme le souligne dans nos colonnes José Vincent, elles risquent de mourir en bonne santé. D'augmentation de la masse salariale, pas davantage : en mars, moins de neuf salariés sur dix ont bénéficié de hausses de salaire, et encore ont-elles été inférieures à 1 %. D'embauches ? Encore moins. Mais des licenciements à la pelle. C'est contre eux que continuent de se battre les ouvriers de la Cellulose du Pin à Tartas, dans les Landes.

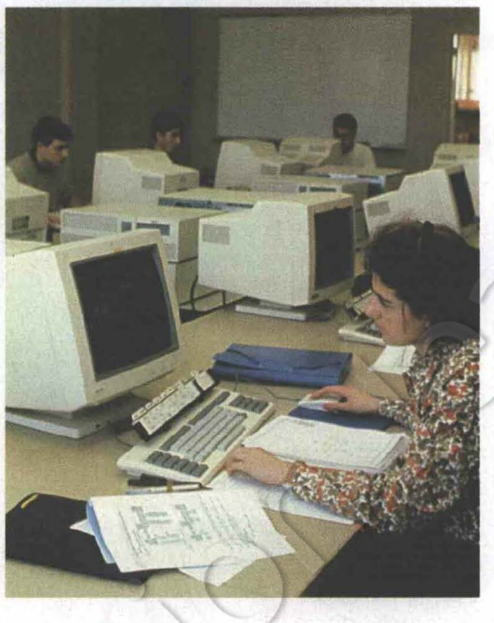
Des solutions existent pourtant. Michel Coffineau fait le point sur celles que le PS a définies lors de sa convention emploi des 26 et 27

Fondation Jean Jaurès

tique économique l'emploi

février : soutien d'une croissance forte, réduction du temps de travail, créations d'emplois de service. Sans attendre, certains essaient de les appliquer dès maintenant. Même si c'est difficile. Jean Le Garrec, qui a mis en œuvre les premiers décrets sur la réduction du temps de travail dans les années 80, dialogue avec Michel Naud, président du directoire des fonderies Bouhyer d'Ancenis, en Loire-Atlantique, qui a négocié avec les syndicats un accord de ce type, repoussé par les salariés. Mais, pour une entreprise qui parie sur l'avenir, combien d'autres qui essaient de s'adapter à un environnement nouveau sans changer vraiment ? Le constat de la sociologue Danièle Linhart sur la revalorisation du travail est impitoyable à cet égard.
Il est grand temps de définir, ensemble, une politique économique au service de l'emploi.

Monique Grima



GESTION DES ENTREPRISES

Bas de laine contre investissements

La crainte du chômage conduit les Français à freiner leur consommation. Faute de marchés, les entreprises boudent les investissements et préfèrent les placements financiers. Une "spirale infernale" au détriment de l'emploi qui inquiète les patrons eux-mêmes.

Les profits d'hier, dit une maxime économique, sont les investissements d'aujourd'hui et les emplois de demain. Mais pour investir, faut-il encore que les entreprises aient de bonnes raisons pour le faire. Autrement dit, des marchés en expansion. L'argent, aujourd'hui, n'est pas un problème : il ne manque pas aux entreprises, surtout aux grandes. Car en arrivant à Matignon, Edouard Balladur n'a pas tardé à mettre le cap sur ce que les économistes appellent dans leur jargon la "politique de l'offre". Cela signifie qu'il faut privilégier les entreprises, afin qu'elles soient davantage compétitives pour répondre à la demande. C'est ainsi que l'an dernier, par exemple, l'Etat a remboursé 46 milliards de francs aux entreprises, au titre du décalage d'un mois de la TVA, ou que les cotisations patronales pour les allocations familiales ont été allégées de 15 milliards. Au total, ce sont au bas mot 72 milliards de francs qui ont été transférés aux entreprises en 1993. Mieux, profitant de la politique du franc fort menée les années précédentes, le gouvernement et la Banque de France se sont employés à réduire les taux d'intérêt à court terme, afin de diminuer le coût du crédit et donc les frais financiers.
Avec une telle manne et face à une demande atone, les chefs d'entreprise ont commencé par assainir leur situation financière, en se désendettant. Le surplus a été épargné, c'est-à-dire placé à la Bourse. Leur taux de marge bénéficiaire s'est pour le moins rétabli, quand il n'a pas augmenté. Car toujours engagées dans une course à la productivité -concurrence internationale oblige- non seulement les entreprises n'ont pas relâché leur politique salariale, mais elles ont poursuivi la réduction de leurs coûts de production. En continuant à licencier, même à titre préventif. Le taux d'autofinancement des entreprises est donc remonté, en 1994, à 121 %, soit un niveau très haut, comme le remarque Patrick Artus, le responsable des études économiques à la Caisse des dépôts et consignations, dans une récente interview à "Option Finance" (N° 300). Un taux qui pourrait même aller à 125 %.
Les entreprises ont-elles pour autant trop épargné ? Leur vocation n'est certes pas celle-là. Mais si elles n'épargnent pas, il faut qu'elles dépensent. A investir, par exemple, pour se développer et créer des emplois. En 1993, les investissements ont chuté en valeur de 16 % et les prévisions pour cette année ne permettent guère d'espérer une progression supérieure à 4 %. "Les grands groupes, explique le Crédit national dans son enquête des "50" qui vient d'être publiée, concentrent leurs efforts sur l'amélioration de la productivité et se limitent, pour l'essentiel, au remplacement des équipements obsolètes. L'extension des capacités ne deviendra nécessaire que plus tard dans le cycle (économique), lorsqu'une amélioration sensible et durable de la demande aura absorbé la sous-utilisation actuelle." "C'est dire, ajoutent les experts du Crédit national, que malgré les changements de tendance anticipés, les dirigeants des grands groupes ne croient pas à un schéma de reprise par l'investissement." Une petite phrase qui n'a pas dû passer inaperçue au ministère de l'Economie. Car depuis l'automne, le credo de Bercy repose sur une reprise progressive de l'activité, tirée par les exportations et... les investissements.
Pour redonner aux entreprises le goût d'investir et de créer des emplois, certains experts ou hommes politiques préconisent une réduction de deux à trois points des taux d'intérêt à court terme. Or, dans sa dernière enquête annuelle auprès de 5.600 industriels, la Banque de France affirme que "contrairement aux années précédentes, le niveau des taux d'intérêt ne constitue plus un obstacle majeur à l'investissement", à l'exception de 7 % des entreprises. Une baisse aussi forte ▶

Fondation Saint-Simon

des taux d'intérêt aurait, en outre, l'inconvénient majeur de mettre le franc sous pression au sein du Système monétaire européen.

Alors que faire ? Dans son rapport sur la conjoncture au premier semestre 1994, le Conseil économique et social recommande, entre autres choses, une politique salariale, publique et privée, un peu plus "dynamique", mais sans pour autant faire "exploser la masse salariale". La prudence doit rester de mise : cela risquerait de relancer l'inflation, l'expérience de 1981 est passée par là. L'idée est néanmoins à prendre en considération, puisque toute la problématique se centre sur la consommation des Français. La montée du chômage et la précarisation de l'emploi les incitent à gonfler leur épargne de précaution, plutôt qu'à consommer. D'autant que leur pouvoir d'achat s'est nettement écorné en 1993. Si Edouard Balladur a été généreux pour les entreprises, il a prélevé près de 90 milliards de francs supplémentaires (en année pleine) sur les ménages.

Il faudrait donc que les Français puissent retrouver les moyens pour se rendre dans les magasins, en dehors des périodes de soldes. Faute de quoi, l'économie risque de continuer à s'enfoncer dans une "spirale infernale", selon le mot d'un responsable du CNPF. Une spirale inquiétante dans laquelle les entreprises réduisent toujours plus leurs coûts pour rester compétitives, n'augmentent pas leurs capacités de production, ne créent donc pas d'emplois voire licencient, ce qui réduit la possibilité pour les ménages de consommer et donc, pour les entreprises, de vendre. Dans un tel cas de figure, sans clients, les entreprises pourraient bien mourir riches et en bonne santé.

José Vincent

L'énergie du désespoir pour sauver la région

Nouvel épisode dans la lutte que mènent les 330 salariés de l'usine de la Cellulose du Pin de Tartas (Landes) pour défendre leur emploi.



Devant l'incompréhension dont fait preuve la direction de Saint-Gobain qui refuse d'envisager d'autres solutions économiques que la fermeture, les négociations avec le CE ont échoué. Le 20 avril, au terme d'une nouvelle journée de discussion débouchant sur une impasse, les salariés ont bloqué le portail de l'usine, retenant toute la nuit dans les bureaux les trois représentants de la direction. "Il n'est pas question de fermer le site dans les semaines à venir. Les discussions doivent avoir lieu dans une entreprise en état de marche." affirme le Comité d'entreprise. Les salariés, qui estiment que l'entreprise est viable, entament désormais une véritable course contre la montre. Le prochain CE du 16 mai sera décisif. Pour toute la région, qui vit de l'exploitation forestière, la fermeture de la Cellulose du Pin est une véritable catastrophe.

A terme, 1.500 emplois seraient supprimés dans la filière (bûcherons, exploitants, scieries...) sans compter les effets induits sur le tissu économique de la région. Un argument auquel Saint-Gobain n'est guère sensible. Poursuivant son désengagment de la filière bois, le groupe serait en effet en passe de céder son usine de la Rol, à Rion-des-Landes, à des investisseurs étrangers. Le tout sous les yeux d'un gouvernement qui ne cesse d'affirmer sa volonté de "reconquérir" le territoire...

C.B.

L'emploi au cœur

Le PS a commencé à définir le nouveau contrat social qu'il propose aux Français lors de sa convention emploi. Michel Coffineau, chargé de mission auprès du Premier secrétaire sur les nouvelles problématiques de l'emploi, en esquisse les contours.

Le PS veut mettre l'emploi au cœur de la politique économique. Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ?

Michel Coffineau : Pour que l'emploi soit vraiment au cœur de toute politique économique aujourd'hui, la convention sur l'emploi qui s'est tenue en février a préconisé tout un ensemble de moyens. Le premier passe certainement par une croissance plus forte, soutenue par une action sur le système monétaire et l'organisation des échanges au niveau international, une relance au niveau de l'Europe et le développement d'une meilleure compétitivité industrielle de notre pays.

Mais cela ne suffit pas. Les prévisions les plus optimistes tablent sur une croissance de 2 % en 1995 alors qu'il faut, au moins, un taux de 3 à 3,5 % pour seulement stopper la montée du chômage. Aussi la convention a-elle souligné la nécessité de deux grandes actions : une forte réduction du temps de travail et le développement des emplois de service et de proximité.

Comment mettre en œuvre la réduction du temps de travail ?

M. C. : Elle doit être rapide et massive -si l'on veut qu'elle permette réellement de créer les emplois correspondants. La perspective est la semaine de quatre jours ; il paraît indispensable d'arriver aux 35 heures durant la législature, avec une première étape concernant l'aménagement du temps de travail, les heures supplémentaires, la retraite progressive, le temps choisi et les 37 heures dans les deux ans.

Il faudra articuler la loi et la négociation. Celle-ci est importante, ce qui nécessite un renforcement des organisations syndicales. C'est le syndicat, en effet, qui porte la continuité de l'action collective des salariés à partir de revendications équilibrées et non la flambée ponctuelle des coordinations qui comportent souvent des risques corporatistes.

Quel financement ?

M. C. : Comme cela s'est toujours fait, il n'est pas question de porter atteinte au pouvoir d'achat des salariés. La réduction du temps de travail sera financée pour partie par les gains de productivité. Comme cela ne sera pas suffisant, il faut pouvoir aider les entreprises. En fait, le mot-clef d'une politique de gauche, c'est la redistribution des revenus et des richesses. Il est sans doute préma-

turé d'être trop précis, mais ce type de financement nécessitera une imposition spécifique des revenus du capital et des hauts revenus.

Comment aider à la création des emplois de service et de proximité ?

M. C. : Ces services d'aide aux personnes âgées, à la famille, etc. n'étant pas totalement solvables, la redistribution des revenus et des richesses est également indispensable à ce niveau. Mais il existe aussi des services marchands. Grâce à des exonérations de charges, on pourrait aider les entreprises à embaucher sur des emplois non qualifiés. Il faudra aussi inciter les services publics à augmenter leur offre de services. En déconcentrant des sommes importantes issues de la redistribution on pourrait, en outre, développer des emplois de proximité dans les bassins d'emplois où se retrouvent élus locaux, syndicats et patrons pour mettre en place des actions qui permettent de créer des postes de travail sur place et des activités d'insertion. Le dynamisme local doit être mis à contribution.

Où en est l'idée de transformer petit à petit les dépenses passives pour l'indemnisation du chômage en dépenses actives pour la création d'emplois ?

M. C. : Une partie des 300 milliards que cela représente pourrait être mise à la disposition des collectivités locales pour favoriser ces créations d'emplois, notamment en direction du secteur associatif. A cet égard, la convention a retenu l'idée d'une dotation globale de création d'emplois que l'Etat verserait aux communes. Elle a, en outre, préconisé le renforcement du service public de l'emploi, en particulier grâce à une plus forte coopération entre l'ANPE, l'Unedic et les missions locales : dans le périmètre de chaque agence locale de l'ANPE, pourrait être créé un comité consultatif ouvert aux syndicats, aux chômeurs et au patronat.

Que faire, dès aujourd'hui, pour une politique économique au service de l'emploi ?

M. C. : Dès aujourd'hui, le PS est dans la lutte contre les mauvaises solutions adoptées par le gouvernement Balladur. Il soutient activement la marche des chômeurs et, localement, il est aux côtés des travailleurs lorsqu'ils luttent contre les licenciements abusifs. Le groupe socialiste a déposé une proposition de loi à l'Assemblée nationale pour rétablir l'autorisation de licenciement par l'inspecteur du travail lorsque les entreprises perçoivent des fonds publics.

Une politique de gauche sur l'emploi ne peut pas se contenter de s'appuyer sur les mécanismes économiques dictés par l'environnement extérieur. C'est bien par la redistribution des revenus et des richesses qu'on peut atteindre des solutions durables. Ce n'est pas forcément facile, mais c'est indispensable, d'abord pour retrouver une crédibilité, ensuite pour réussir.

Propos recueillis par M.G.

Acteurs sociaux : le précurseur et le praticien

Le 15 avril, les salariés de la fonderie Bouhyer d'Ancenis, en Loire-Atlantique, se sont prononcés contre un projet d'accord sur la réduction du temps de travail. Jean Le Garrec, ministre délégué chargé de l'Emploi en 1983, avait promulgué les décrets permettant les premières expériences de ce genre. Aujourd'hui responsable du secteur entreprise du Parti socialiste, il dialogue avec Michel Naud, le président du directoire de la fonderie.

Jean Le Garrec : A partir de quelle analyse avez-vous mis en œuvre le processus de réduction du temps de travail ?

Michel Naud : Nous avons fait le choix d'anticiper la reprise. Au lieu de continuer à gérer la récession, avec des plans sociaux et du chômage partiel, nous avons choisi d'adopter la démarche préconisée par Dominique Taddei, avec une réorganisation débouchant sur une diminution du temps de travail et une utilisation plus longue des équipements. Je me suis donc demandé si je pouvais techniquement mettre en place ce processus en utilisant l'ensemble des potentialités de l'usine et répondre en même temps à l'objectif du marché. Le patron d'une PME maîtrise tous les paramètres, cela facilite les choses.

J. L. G. : Quel est le contenu de l'accord ?

M. N. : Le personnel de production travaille quatre jours par semaine, soit un peu moins de 36 heures au lieu de 38 h 50 aujourd'hui, avec maintien du salaire, indépendamment des négociations annuelles. Le personnel d'encadrement s'organise pour travailler un samedi sur deux. Les personnes non concernées par l'opération voient leurs horaires diminuer jusqu'à 37 heures par semaine avec compensation salariale intégrale, et peuvent opter pour le temps choisi.

Nous avons voulu ces différents volets pour que cet accord n'exclue personne et assure la cohésion sociale autour d'un projet d'entreprise. Il se traduit par l'embauche immédiate de 20 personnes, et à terme de 50 à 75, avec des contrats à durée indéterminée, en fonction de l'évolution du marché, soit 10 % de personnel en plus. Le chiffre exact dépendra de la production que nous aurons à réorganiser. C'est une anticipation de la reprise, mais il faut que la reprise arrive.

J. L. G. : L'accord est signé avec FO, majoritaire, et la CFDT, des syndicats représentatifs dans l'entreprise. Pourquoi, alors, consulter le personnel ?



Un accord qui est bon pour les salariés, l'entreprise et, surtout, l'Etat.

© Fondation Jean-Jaurès

M. N. : Les syndicats signataires garantissaient effectivement une majorité a priori, mais nous nous sommes heurtés, dès le départ, à une opposition de principe de la CGT sur la notion même de travail le samedi alors que seul travaille, ce jour-là, le personnel volontaire.
Lors du compte-rendu des syndicats, certains ont trouvé que FO et la CFDT avaient signé trop tôt. Ils ne partageaient pas forcément l'attitude irréductible de la CGT mais s'interrogeaient. On sentait une gêne et une certaine frustation de n'avoir rien eu à dire alors que tout le processus de négociation avait été long.
L'assemblée générale a duré deux jours et demi. Ce n'était pas une grève au sens classique du terme, il n'y avait ni mot d'ordre, ni revendication, c'était un débat entre les salariés et leurs organisations. Selon certains sondages, une partie de la population est prête, dans certains cas, à partager le travail et le revenu. Ce n'est pas facile pour autant à mettre en œuvre, même quand la question du partage du revenu ne se pose pas : nous étions d'accord pour revaloriser le pouvoir d'achat et créer des emplois.
On était dans une situation de blocage. J'ai dit au personnel qu'il reprenne le travail et qu'on organiserait le lendemain une consultation démocratique sous le contrôle des syndicats. Le 15 avril, 61 % d'entre eux se sont prononcés contre.

J. L. G. : La consultation du personnel n'est-elle pas arrivée trop rapidement ? N'aurait-il pas fallu, auparavant, tout un travail pédagogique ?

M. N. : Elle a été un moyen de débloquer la grève. Etant donné la situation, il n'était pas question de voter dans une semaine. Il ne s'agissait pas d'un référendum, nous avons clairement choisi le processus de négociation et la discussion avec les organisations syndicales. D'un côté, on peut comprendre que, sur des questions aussi importantes, le personnel ait eu envie de se prononcer. D'un autre côté, il faut bien voir que cela ouvre la porte à n'importe quoi.

J. L. G. : Qui fait l'information ? Les organisations syndicales ? En ont-elles les moyens, comment font-elles ? Le patronat ? Mais on voit aussi les risques qui peuvent en découler, y compris par rapport à la légitimité des organisations syndicales...

M. N. : C'est une question essentielle, dont on n'a pas forcément la réponse. En tout cas, j'ai besoin d'avoir en face de moi des représentants légitimes du personnel.

J. L. G. : Tout à fait. C'est bien pourquoi le secteur Entreprise du Parti a décidé d'engager un dialogue avec toutes les organisations syndicales sur le rôle des acteurs sociaux dans le cadre de l'évolution du travail, du temps de travail, de la médiation sociale. Mais qu'allez-vous faire maintenant ?

M. N. : Je prends acte du vote du personnel. J'ai implicitement accepté les règles de cette consultation, même si je n'en avais pas besoin. L'accord existe, mais je ne le mets pas en application. Je m'interdis pour autant d'enterrer la question. Elle est trop importante pour l'avenir de l'entreprise et de l'emploi. Je ne suis pas pressé par le temps. Au moment du conflit, le fond de l'accord a été dépassé par des contraintes extérieures. Il faut y revenir. Maintenant, chacun doit expliciter ses positions.
Le dispositif est bon. Il est bon pour l'entreprise : on ne l'aurait pas fait si ce n'était pas dans notre intérêt, je ne le cache pas. Il est bon pour les salariés, avec une diminution du temps de travail qui ne touche pas aux salaires. Mais le gros gagnant, c'est l'Etat. J'ai fait les calculs. Il aura 50 à 75 chômeurs de moins à indemniser, touchera davantage de cotisations sociales puisque les salaires ont été revalorisés, percevra plus de taxes.
Cet accord ne s'inscrit d'ailleurs dans aucune des dispositions de la loi quinquennale sur l'emploi. Il prouve que des entreprises avec un matériel lourd peuvent trouver toutes seules une fenêtre étroite où c'est possible. Si l'Etat croyait à cette possibilité, il devrait, à mon avis, lier les taux de cotisations sociales à l'horaire effectivement pratiqué. A ce moment-là, la fenêtre serait beaucoup plus large, y compris pour des négociations. Si l'entreprise a des charges qui diminuent en proportion au fur et à mesure qu'elle embauche, il serait plus facile de négocier des accords plus favorables aux salariés et assurant la compétitivité des entreprises.

J. L. G. : Dans les décrets sur la réduction négociée du temps de travail que j'avais lancés fin 1983, avec le même processus de consultation du personnel, nous avions prévu une aide de l'Etat pour que ces marges de négociation soient un peu plus grandes. Votre expérience montre bien que nous sommes dans la vérité. Si l'on tient compte de la croissance et de l'efficacité de l'entreprise, de la réduction du temps de travail et du maintien du pouvoir d'achat, ce système peut marcher. ■

Taylor est toujours vivant

Les entreprises françaises n'en finissent pas de se moderniser mais, pour Danièle Linhart, sociologue du travail, auteur du "Torticolis de l'autruche", elles se livrent à des contorsions inimaginables pour concilier des choix inconciliables. Pour s'adapter à un environnement nouveau sans changer vraiment.

Dans les années 80, les Français ont réhabilité l'entreprise au point de faire de certains entrepreneurs des vedettes et d'avoir tendance, selon vous, à effacer la lutte des classes au profit d'une bataille commune pour la performance et l'emploi. Mais le contenu du travail a-t-il réellement changé ?
Danièle Linhart : J'ai enquêté dans une usine japonaise qui fabrique des photocopieurs dans l'ouest de la France, censée être le summum de la modernisation et du nouveau modèle post-taylorien. Elle a mis en place un système de relations sociales en groupes de travail avec polyvalence, des leaders qui ne sont pas dans la hiérarchie, des réunions le matin, etc. Mais le travail lui-même n'a pas changé sur la chaîne. Le directeur de la qualité m'a dit : "Ceux qui pensent que Taylor est mort sont à côté de la plaque. J'ai travaillé dans l'automobile pendant dix ans et j'ai gardé des films que j'avais faits à l'époque, c'est la même logique. Mais ce n'est pas parce qu'on fait du taylorisme qu'il faut considérer les gens comme des idiots."
C'est hors du travail qu'on sollicite l'intelligence des salariés. Dans les cercles de qualité, dans les groupes de progrès, on leur demande d'améliorer eux-mêmes leurs postes. On pense qu'ils les gèrent parce qu'ils ont le droit de se répartir des tâches entre eux, mais toute leur marge de manœuvre se joue sur des éléments déjà rationalisés et standardisés. Le détour par les services fonctionnels qui, eux, gèrent le travail, existe toujours.
Les salariés trouvent que cette nouveauté a de bons côtés. Ils peuvent se réunir, donner leur avis, éviter des gestes fatigants, des absurdités. Quand ils aménagent bien et sont très polyvalents -mais entre des postes qui ne changent pas et sont de même nature- on leur donne des badges, des photos. On valorise la personne autour du travail, pas en tant qu'acteur professionnel.

Comment, selon vous, valoriser les salariés en tant qu'acteurs professionnels ?
D. L. : En refusant la rupture entre la conception et l'organisation d'un côté, l'exécution de l'autre. Dans un univers de plus en plus difficile à maîtriser, qui demande de la flexibilité, de la variété et de la qualité, il faut minimiser ce décalage, associer les gens à la conception de leur outil de travail, à la définition de leurs tâches, leur permettre d'adapter au quotidien leur savoir-faire dans leur acte de travail. Au lieu de cela, les Français savent



très bien faire des machines hyper-complexes, inaccessibles au quotidien pour tout le monde. Comme seul l'ingénieur peut les faire marcher, elles tombent en panne très souvent et fonctionnent en sous-utilisation.

Est-ce une caractéristique française ? Ailleurs, la sophistication est-elle aussi importante ?

D. L. : Les Français vont très loin dans cette logique. Et les machines coûtent très cher en investissement. Elles n'accroissent pas la performance mais l'alourdissent et posent, en fait, plus de difficultés qu'elles n'introduisent de flexibilité. Les robots japonais, eux, sont très simples, opérationnels et clairs, gérables et maîtrisables par les opérateurs. Une bonne partie de leurs performances sont fondées sur des mini-révolutions organisationnelles. Les entreprises y pratiquent "l'amélioration au fil de l'eau", progressive, alors que les ingénieurs français imaginent des machines qui chassent l'homme...

Et chassent l'emploi. Cela ne fait-il pas partie de la difficulté de l'industrie française à en créer?

D. L. : Il faut distinguer le travail et l'emploi. Depuis cinq ou six ans, on ne parle plus en termes de travail, mais en termes d'emploi. Mais c'est le travail qui est derrière l'emploi. Si le travail est mal géré, mal organisé, on perd les emplois. Le secteur industriel en a perdu, c'est une tendance irréversible. Mais on est allé trop loin dans la casse. On a sacrifié délibérément l'emploi en substituant aux hommes des outils, au total assez inefficaces. On est aussi allé trop loin dans la volonté de faire des performances en économisant à outrance de la main-d'oeuvre. Certains, d'ailleurs, commencent à comprendre qu'on ne peut pas substituer indéfiniment les machines aux hommes, sinon, on va à une catastrophe en termes économiques. Mais cette prise de conscience ne va pas résoudre le problème de l'emploi. Il faut essayer de voir quels sont les besoins ailleurs. Certains d'entre eux ne sont pas satisfaits dans la société civile. Il y a énormément d'emplois à inventer de ce côté-là, de vrais emplois avec de véritables profils professionnels, de véritables formations.

Ces emplois seraient-ils rentables ?

D. L. : Le problème de la rentabilité est très difficile à discuter tant que l'on n'a pas redéfini des critères nouveaux. Si les entreprises n'arrivent pas à se moderniser comme il faut, c'est aussi parce qu'elles gardent des critères qui restent fondés sur des outils et des ratios tayloriens. Ils n'intègrent pas les temps d'apprentissage, l'amélioration de la qualité, de la flexibilité.

C'est faire preuve de cécité que de conserver de vieux critères dans une économie en train de changer. Les banlieues qui flambent, les gosses qui cassent, les gens au chômage coûtent à la société. On peut créer de nouveaux profils professionnels, de nouveaux emplois pour y répondre. Si l'on adopte des critères de performance globale, on s'apercevra qu'ils sont tout à fait rentables. Mais si les gens qui les occupent sont en situation de précarité, c'est une véritable catastrophe : tout le monde a besoin d'un minimum de sécurité financière. Ces emplois doivent être des emplois salariés. Le salariat n'est pas une notion archaïque. Toute la logique de notre société a été bâtie autour de lui et de la rémunération.

Il ne faut pas pour autant baisser les bras du côté du secteur industriel. Il y a des emplois et des performances à sauver.

Comment y parvenir ?

D. L. : Les freins sont culturels. La France a opté pour un contenu très particulier de modernisation, avec ce décalage entre la survalorisation de l'individu dans un espace autre que le travail et la volonté de l'entreprise qu'il ne s'épanouisse pas dans l'acte professionnel lui-même. On ne retrouve ce modèle nulle part ailleurs et il fait perdre des emplois à la France. Si les savoirs étaient réinvestis dans l'entreprise, on arriverait peut-être à résoudre un des problèmes essentiels de l'industrie française, celui de l'innovation.

Propos recueillis par M. G.

Après "Comment va le Monde Môssieu, il tourne Môssieu" de Billetdoux,
récompensé par le Molière du meilleur spectacle subventionné,
nous vous proposons, en collaboration avec le théâtre National de la Colline à titre préférentiel

"Les journalistes"

d'Arthur Schnitzler, dans une mise en scène de Jorge Lavelli

90 Frs la place au lieu de 150 Frs (dans la limite des places disponibles)

Michel Aumont
Marc Citti

"Sur une toile de fond belle époque, on retrouve toute la presse moderne et la puissance des médias de masse qui ont empoisonné notre culture" suggère Schnitzler.



Les 11, 12 et 13 mai à 20h30 - 14 mai à 15h30 et 20h30
15 mai à 15h30 - 17, 18, 19 mai à 20h30
21, 22 mai à 15h30 - 28, 29 mai à 15h30
Réservez vite votre soirée en envoyant votre chèque (libellé à l'ordre de "Vendredi") à "Vendredi" 10 rue de Solferino 75007 Paris. Tél. : 45 56 79 03.

Théâtre National de la Colline
15, rue Malte Brun 75020 Paris

POLITIQUE INTERIEURE

"L'Europe oui mais solidaire". La campagne des socialistes pour les élections européennes est lancée. Ce scrutin a toujours été difficile pour le PS. En 1989, Laurent Fabius avait réalisé 23,6 %, captant les suffrages qui devraient se porter le 12 juin sur les listes du MRG et du Mouvement des citoyens absentes à l'époque. C'est pourquoi l'objectif de 20 % que s'est fixé Michel Rocard ne doit pas être perçu comme un recul par rapport au résultat précédent.

"L'Europe, un combat

Le Premier secrétaire nous explique les principaux thèmes de la campagne socialiste.

Les Français ont une perception floue de l'Europe. Qu'est-ce que la vraie construction européenne leur a apporté ?

Michel Rocard : Plus qu'ils ne le mesurent, moins qu'ils ne peuvent l'espérer. On ne doit jamais oublier que nous avons vécu quarante ans de paix, connu une croissance rapide et une modernisation considérable. A tout cela l'Europe n'est pas étrangère. Mais il est vrai que ses bienfaits, pourtant très réels, ont quelque chose d'abstrait, tandis que certains de ses travers sont perçus très concrètement.

Aujourd'hui, que peut apporter l'Europe ?

M. R. : La puissance ! A l'extérieur, pour résister aux Etats-Unis et à l'Asie et pour exporter la paix et les droits de l'homme. A l'intérieur, pour nous doter d'un instrument collectif de lutte contre le chômage et pour la protection sociale. La crise de confiance actuelle vient de ce que l'Europe, dominée par la droite, a évolué sur des conceptions strictement libérales qui ont sacrifié toute politique offensive, toute construction d'une vraie puissance publique, pour préférer une simple et vaste zone de libre-échange. Dans ces conditions, l'Europe a perdu en route son message social pour ne retenir que celui des seules lois du marché. C'est pour tout cela qu'il faut reprendre le débat européen sur un axe gauche/droite. Il faut faire l'Europe de gauche, car l'Europe n'a de vrai sens que si elle est solidaire et elle ne sera solidaire que si elle est de gauche.



GROUPE DU PARTI DES SOCIALISTES EUROPEENS

Coll. Fondation Jaurès

droite-gauche"

L'Europe pâtit aussi de son impuissance à intervenir dans des conflits comme celui de l'ex-Yougoslavie. Le droit d'ingérence suffit-il à résoudre efficacement ce type de conflit ? Comment l'Europe peut-elle peser davantage pour contribuer au rétablissement de la paix ?

M. R. : Un mot d'abord sur le droit d'ingérence. Nous le devons beaucoup à Bernard Kouchner. C'est son honneur, et c'est une avancée substantielle dans l'histoire de l'humanité. Mais Bernard lui-même a toujours dit que l'humanitaire, nécessaire pour soulager les souffrances, serait toujours insuffisant aussi longtemps qu'on ne pourrait prévenir. Et ça, c'est la tâche du politique. Quant à l'ex-Yougoslavie, n'oublions jamais que l'Europe n'avait aucune compétence. On ne peut donc pas lui reprocher l'impuissance additionnée de tous ses membres. D'ailleurs, ceux qui font reproche à l'Europe de n'avoir pas su maîtriser ce conflit sont les mêmes qui ont toujours refusé, au nom de la souveraineté nationale, qu'elle ait la moindre compétence diplomatique ou militaire. Ceux qui la dénoncent comme impuissante sont les mêmes qui ont lutté contre le traité de Maastricht qui, justement et pour la première fois, donnait des compétences de ce type à l'Europe. Il reste que, l'Union ayant désormais des pouvoirs, il lui faut maintenant se donner des moyens, y compris militaires, élaborer une doctrine et roder des procédures. Nous appuierons inlassablement ces objectifs.

Les socialistes avaient appelé à voter pour le traité de Maastricht et, aujourd'hui, ils proposent de dépasser Maastricht. Ne craignez-vous pas que les électeurs soient déroutés par cette évolution ?

M. R. : Non. Ce n'est quand même pas sorcier de comprendre que la ratification du Traité était nécessaire pour continuer d'avancer mais que, maintenant qu'il est ratifié, on doit travailler à l'améliorer.

A entendre Philippe de Villiers ou Jean-Pierre Chevènement, il n'y aurait pas de différence entre votre conception de l'Europe et celle de Dominique Baudis...

M. R. : Effectivement, sur ce sujet, comme sur d'autres, ils disent la même chose. Alors, si je voulais polémiquer, je pourrais leur retourner le compliment et demander ce qui les distingue... Quant à ce qui nous sépare de M. Baudis, c'est une différence à laquelle j'ai la faiblesse d'accorder une certaine importance : celle qui oppose la gauche à la droite. Oui nous voulons l'Europe, mais pas la même Europe, pas avec la même démarche, pas sur les mêmes objectifs. Je vois dans l'Europe le garant le plus sûr, à terme, de notre protection sociale. Je vois dans l'Europe l'instrument pertinent d'une politique keynésienne pour l'emploi. Je vois dans l'Europe le levier d'une aide efficace au tiers-monde. La droite, elle, n'y voit qu'un paradis du capital, affranchi de toute entrave, de toute règle, de toute ambition. On l'a encore bien vu récemment puisque le gouvernement, qui soutient cette liste, a délibérément saboté l'idée que j'avais lancée d'un vaste emprunt européen pour financer des grands travaux d'avenir, créateurs d'emplois immédiats. Alors, ne pas voir nos différences avec la droite relève ou de l'aveuglement ou de la mauvaise foi.



"Il faut faire l'Europe de gauche, car l'Europe n'a de vrai sens que si elle est solidaire et elle ne sera solidaire que si elle est de gauche."



Vous proposez une Constitution pour l'Europe. Ne craignez-vous pas qu'il s'agisse d'un texte de plus dans l'empilage que vous dénoncez déjà ?

M. R. : Au contraire, c'est un remède à l'empilage. Une Constitution serait, dans mon esprit, la loi fondamentale, brève et précise, qui définirait des principes clairs, des procédures adaptées et des compétences limitées. D'autres textes ensuite -l'équivalent de ce que nous avons en France avec les lois organiques et les lois ordinaires- pourraient préciser, compléter, mais toujours dans le cadre général fixé initialement, et sans que celui-ci puisse être remis en cause à l'occasion de chaque adhésion ou de chaque saute d'humeur d'un pays membre.

Vous préconisez également un inventaire des décisions européennes prises avant Maastricht et qui seraient inutiles. Mais peut-on vraiment revenir en arrière ainsi ?

M. R. : Bien sûr. Ce n'est pas, par exemple, parce que le ministre français de l'Agriculture a accepté les yeux fermés, en avril 1979, que la Communauté se saisisse de la protection des oiseaux, que nous devons nous résigner, pour l'éternité, à ce que Bruxelles décide seul de la définition des zones de protection et des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse. Il ne ▶

Fondation Jean Jaurès

s'agit pas de revenir en arrière, mais plutôt d'introduire de la souplesse dans un système qui en manque parfois. Et il faut ajouter, car c'est trop rarement dit, que chaque fois qu'on fait un procès à la Commission, il faut se rappeler que c'est le conseil des ministres qui prend les décisions. Et ce qu'on appelle la bureaucratie européenne n'est jamais forte que de la faiblesse des gouvernements qui choisissent de s'en remettre à elle au lieu d'assumer leurs responsabilités.

Pour la première fois, la gauche peut devenir majoritaire au Parlement européen. Quelles mesures prioritaires devrait-elle prendre ?

M. R. : Pour la première fois, effectivement, cette possibilité existe. Mais elle suppose qu'on évite la dispersion des voix en France, dans un scrutin à un seul tour. Et si, grâce à cela, la gauche est majoritaire au Parlement européen, la première mesure qu'elle devra prendre concernera la composition de la Commission et le nom de son président, puisque, par l'effet du traité de Maastricht, ils devront recevoir l'investiture du Parlement. Alors il ne saurait être question que les choix que feront entre eux les gouvernements conservateurs puissent s'imposer tels quels au Parlement. Ce sera un peu une cohabitation au niveau européen et au profit de la gauche : elle pourra imposer, contre les pouvoirs exécutifs de droite, que la composition de la Commission reflète de nouvelles orientations, susceptibles de donner à la lutte contre le chômage une priorité absolue.

Les socialistes européens parviendront-ils à coordonner ou à articuler une politique d'intervention de la puissance publique ?

M. R. : Oui si, pour la première fois, ils sont au pouvoir en même temps dans un nombre significatif de pays. Nous y avons déjà beaucoup travaillé et avons rédigé le manifeste commun des socialistes européens. C'est la première fois que, dans nos douze nations, nous nous battons tous sous les mêmes couleurs, avec la même plate-forme, celle d'une Europe responsable de la cohésion sociale de ses habitants et qui érige en priorités essentielles l'emploi et la protection sociale. Nous nous connaissons tous personnellement et n'aspirons à rien tant qu'à travailler ensemble au pouvoir comme nous le faisons déjà dans l'opposition.

Finalement, avec cette campagne européenne vous revenez à votre premier combat politique...

M. R. : C'est vrai : mon premier engagement militant a été en faveur de l'Europe, et c'était en 1949 ! Bien des choses ont changé depuis, mais ma conviction qu'il est possible de construire une Europe forte et solidaire reste entière.

Propos recueillis par Jean-Pierre Bedeï

RENNES, 30 AVRIL

Les Assises : acte 2

Pendant la campagne des élections européennes, le rassemblement de la gauche continue. Samedi, se tiendra à Rennes la deuxième réunion des Assises de la transformation sociale. Elle aura pour thème : "Quelle économie pour l'emploi ?" (lire pages 6 à 11). Elle réunira des socialistes, des communistes, des écologistes, des syndicalistes et des représentants du mouvement associatif, notamment toutes les organisations qui se sont battues victorieusement contre le Smic-jeunes. La formule des débats sera plus interactive que celle qui avait prévalu à Paris. "La confrontation sur le fond portera sur des préoccupations quotidiennes des Français, explique Jean-Christophe Cambadélis. Les Assises partent en province afin d'aller au-devant des gens. Une très large place sera faite aux interventions locales. Ces Assises seront plus sociétales et plus conviviales. Un "questionnement" a été mis au point par les organisateurs de toutes les sensibilités. Il montre des convergences dans les préoccupations. Il sera l'objet de discussions à la tribune, mais aussi dans la salle. Enfin, il ne faut pas oublier que se déroulent aussi des assises dans les départements."
De son côté, le PC a relancé, cette semaine, son projet de pacte unitaire pour le progrès. Une initiative qui gagnerait à être précisée. Les élections cantonales ont montré qu'une gauche soudée obtenait de bons résultats. Les Assises de Rennes constituent une étape supplémentaire dans la voie du rassemblement.

J.-P. B.

Le programme des Assises

Trois tables rondes seront organisées dans le cadre des Assises, à Rennes, le 30 avril. Elles auront pour thème : "Que peut être une politique économique au service de l'emploi ?", "Quel emploi, quelle activité, quel travail pour demain ?", "Quelles forces sociales économiques pour promouvoir l'emploi ?"

COUP D'ŒIL

Il y aura bien encore quelques milliers de gogos pour donner aux nouvelles privatisations un habillage populaire. Ils achèteront le petit panier garni réservé aux minables qu'on paye trente francs pièce à la revente pour jouer le rôle des petits porteurs. Courez monsieur Michu, il n'y en aura pas pour tout le monde ! Pendant ce temps, les cinquante copains qui tiennent tout se partageront le gros du paquet comme d'habitude. Regardez-les avec respect, ce sont les maîtres du pays. Quand celui-ci est le Pdg, l'autre est son actionnaire principal. Et vice-versa. Personne ne contrôle personne, tout le monde tient tout le monde. Même formation, même idéologie, tous parents, clients ou obligés du Premier ministre. Voilà la coterie qui décide de la vie ou de la mort sociale de régions entières et de la foule des manants qui en infestent la surface. Les uns jouissent beaucoup, les autres pâtissent autant, n'est-ce pas la loi de la vie ? Et si les premiers s'enrichissent au delà du nombre de zéros que comprend le commun des mortels, n'est-ce pas en récompense de leurs talents naturels ? Il est bien connu que chacun de ces importants a des besoins 220 fois supérieurs à ceux du quidam qui balaye son trottoir. Le revenu de chacun rend compte de cet écart. De plus, la privatisation est le moyen qui permet aussi aux membres du polit buro du capitalisme français d'échapper à l'absurde règle de la retraite à soixante-cinq ans. Un seul avantage à ce système féodal : ça fait moins de monde à déloger quand on en aura marre.

Jean-Luc Mélenchon

Un verdict pour l'Histoire



En condamnant Paul Touvier à la réclusion criminelle à perpétuité, les jurés de la cour de Versailles n'ont pas manqué une occasion unique : établir des responsabilités françaises dans la solution finale.

Comme le leur avait demandé Me Roland Dumas au nom des parties civiles : "Votre oui à la condamnation sera un non à l'oubli". Pas un élément dans les débats n'est venu atténuer la responsabilité de Paul Touvier dans les exécutions de Rillieux. Un accusé décrit par le procureur Hubert de Touzalin comme un "délinquant par intérêt" qui ordonnait pillages et exactions, mais aussi comme "un décideur qui était tout sauf un comparse". Ce qu'a résumé Me Alain Lévy : "Voilà un homme qui n'a jamais été aussi heureux que quand son pays a été malheureux". Un sans grade qui prend du galon sous les nazis, sans lésiner sur la collaboration et les meurtres des auteurs de "menées anti-nationales". Problème : parmi ces meurtres, ceux de juifs nullement belligérants. Des crimes démontrés clairement par Me Zaoui, crimes contre l'humanité qui ne font pas courir la prescription. Commis sur ordre des Allemands ? L'avocat de la Licra, Me Quentin, a mis les choses au point : "Qu'il y ait ou non ordre allemand, on est dans le droit-fil du plan concerté pratiqué au nom d'un Etat pratiquant l'hégémonie idéologique". A ceux qui veulent méconnaître les exigences de la justice, même cinquante ans après, le frère de l'une des victimes, Gérard Benzimra, a déclaré : "Je suis content d'être Français parce que, finalement, la justice est rendue à sa juste valeur". Et maintenant ?

Gilles Aïdan

La liste de Glaeser

Les frères Glaeser ont été des témoins-clef du procès Touvier. Leur père, Léo Glaeser, était l'une des sept victimes de Rillieux-la-Pape qui ont valu la condamnation à perpétuité de l'ancien chef milicien. Portrait d'un avocat des pauvres, animateur d'une Résistance de solidarité dans la France occupée.

Celui-là fut un juste. Un vrai. Après la défaite de 1940, il ne se résigne pas. Il organise une résistance de solidarité, non armée, pour venir au secours des juifs frappés dès le début de l'Occupation par des lois d'exclusion. Ces mesures ne s'arrêteront plus, tandis qu'à partir de mars 1942 commencent les déportations massives. Destination : les camps de la mort, via les camps d'internement et Drancy. La première réunion du "Comité Amelot" a lieu le 16 juin 1940 ! Derrière une façade inoffensive ("La Colonie scolaire"), le Comité envoie des enfants se cacher dans des familles à la campagne, fournit des faux papiers, organise des filières d'émigration vers la zone Sud, puis vers la Suisse. Aux juifs français et étrangers, appauvris par les diverses interdictions professionnelles, il apporte une aide matérielle, médicale avec Eugène Minkowski, juridique, etc.

"Heureux comme Dieu en France"

Qui était cet homme que les livres d'histoire ne mentionnent pas ? Léo Glaeser est né à Riga (Lettonie) en 1887. Nourri de philosophie des Lumières, des idées de Marx et de Kautsky, il immigre en France en 1907, après sa participation au soulèvement manqué de 1905 en Russie. L'air de l'université de Heidelberg où il a d'abord trouvé refuge ne lui réussit pas. Il y a déjà trop d'antisémitisme dans cette Europe des pogroms qui ne comprend rien à ses aspirations à un foyer juif national... Quand il commence ses études de droit à la Sorbonne, ce polyglotte a déjà lu dans le texte Rousseau et Anatole France. Le proverbe yiddish ne dit-il pas "Heureux comme Dieu en France" ? A Paris, ce conseiller juridique ne fait pas fortune. Il préfère la vie associative à travers les organisations juives d'entraide, ainsi que les conférences dans la langue perdue des ghettos. Cet étranger se tient soigneusement à l'écart de la vie politique même s'il lui arrive d'aller admirer à la Chambre, Jaurès, Sembat et Clémenceau ou de recevoir chez lui le fondateur du Parti socialiste italien en exil, Turatti. Son fils, Maurice, fréquente les "Faucons rouges", les scouts socialistes.

L'engagement précoce dans cette résistance de sauvegarde de Léo Glaeser n'est que la suite de son activité de secours des juifs qui affluent avant-guerre des pays de l'Est de l'Europe : Pologne, Etats Baltes, Hongrie, Roumanie, puis d'Allemagne et d'Autriche. L'une des associations dont Glaeser est membre, l'ORT, transplantée de Russie en France, se donne pour but la réinsertion des travailleurs juifs dans les professions dont ils avaient été exclus (professions agricoles). Ce qui n'empêchera pas la propagande de Vichy de vouer aux gémonies ces juifs inaptes au travail de la terre. Et pour cause. L'extermination des juifs n'épargne plus la France à partir de 1942. Bousquet, le secrétaire général à la Police de Vichy, négocie tous les jours avec Oberg, le chef des polices allemandes, le nombre de convois de déportés. Glaeser passe en zone libre, infatigable commis-voyageur du sauvetage des juifs pour "faire des trous dans la nasse tendue par les nazis et Vichy". En 1943, son action le désigne pour présider le Comité juif de défense (l'ancêtre du Crif) qui réunifie une communauté juive très divisée. Glaeser n'ignore rien du sort des juifs convoyés. Sa mère, restée à Riga, est brûlée vive dans une synagogue en décembre 1941. A Rillieux-la-Pape, Touvier sera plus expéditif.

G.A.

Bibliothèque de documentation internationale contemporaine

RAPPORT SCHLÉRET

Va-t-il rallumer la querelle privé-public ?

Après trois mois de travail, la commission d'évaluation et de proposition pour la sécurité des établissements scolaires, présidée par le député UDF Jean-Marie Schléret, vient de rendre ses conclusions. Commandé pour apaiser les laïcs, il agace déjà le privé.



On dispose désormais d'une photographie du risque scolaire. Au total, 1841 bâtiments sont estampillés à "risques". Soit 7% du patrimoine des lycées et collèges, privés et publics, qui ne sont pas conformes aux normes de sécurité.

Un bilan plutôt préoccupant. Surtout lorsque l'on sait que 134 bâtiments nécessitent des "travaux immédiats" et 529 autres, des "travaux urgents". De l'aveu même de François Bayrou, ministre de l'Education, il y a urgence. Mais quels moyens le gouvernement est-il prêt à débloquer pour faire face à cette situation ? Apparemment rien de plus que ce que l'on savait déjà : 12 milliards sur cinq ans annoncés pas Edouard Balladur à la veille de la manifestation du 16 janvier. "L'effort consenti dans le cadre du plan d'urgence est sans commune mesure avec ce qui serait nécessaire" affirme Daniel Robin du SNES. "Quant aux prêts bonifiés accordés aux collectivités locales, ils ne seront pas plus

7 % des bâtiments, ne sont pas conformes aux normes de sécurité.

satisfaits. Rien n'est prévu pour aider spécifiquement les collectivités les plus pauvres. On a déjà vu ce que donnait ce type d'aides en 1990 avec le plan d'urgence pour les lycées. Il y a toujours le risque qu'une partie de l'argent disparaisse par fongibilité dans le budget des collectivités locales. Nous aurions préféré un mode d'aide publique plus clair, avec intervention directe de l'Etat."

En revanche, le SNES ne cache pas son contentement quant aux conclusions du rapport Schléret sur l'enseignement privé : "Le travail de la commission dynamite complètement le rapport Vedel. On a désormais la preuve que le chiffre qu'il avançait de plus d'un établissement privé sur deux non conforme aux normes de sécurité est entièrement faux." En effet, d'après le rapport Schléret, la vétusté du parc immobilier privé ne concernerait que 14,7% des bâtiments. Ce qui n'empêche pas les défenseurs du privé de s'émouvoir qu'aucun financement spécifique n'ait été prévu par le gouvernement à leur égard. La "guerre" privé-public qui avait fait rage à la suite du coup d'éclat de François Bayrou au Sénat, imposant la révision immédiate de la loi Falloux, va-t-elle se rallumer ? En tout cas, le Collectif du 16 janvier, constitué par les organisations syndicales, n'est pas disposé à laisser faire : "Le rapport ne doit en aucun cas servir à un financement du patrimoine privé et à une remise en chantier de la modification de la loi Falloux". La FEN est tout aussi menaçante : "L'argent public doit être réservé exclusivement au public. Il est hors de question que l'Etat paye pour la rénovation des établissements privés. Dans le cas contraire, ce serait le conflit assuré." Commandé pour apaiser le camp laïque, le rapport Schléret ne semble pas avoir complètement atteint le but que le gouvernement en attendait...

Isabelle Gravillon

A la mémoire de Pierre Bérégovoy

L'Association des anciens membres de cabinet de Pierre Bérégovoy a édité une plaquette et fait réaliser une médaille à son effigie.



● **Plaquette 49 p., 54 illustrations noir et blanc, format 21/21 cm.**

Commandes par écrit accompagnées d'un chèque de 25 F à l'Association des anciens membres de cabinet de Pierre Bérégovoy, 62 boulevard Garibaldi, 75015 Paris.

● **Médaille bronze 68 mm de diamètre, 5 mm d'épaisseur, œuvre de Pierre Rodier, graveur général de la Monnaie de Paris.**

Commandes accompagnées d'un chèque (170 F pièce + 20 F de port par commande) à la Monnaie de Paris, quai de Conti, 75006 Paris.

Collection Jean Jaurès

Ville : recherche politique désespérément

Rançon de l'urbanisme sauvage des années 60 et de la crise de l'emploi, la ville d'aujourd'hui est le réceptacle de tous les mécanismes d'exclusion que sécrètent nos sociétés. La gauche avait mis en place une politique de la ville dont la droite semble avoir abandonné les principes. Le sociologue Jacques Donzelot indique les potentialités dont la ville aurait pu être porteuse tandis que le maire de Strasbourg, Catherine Trautmann, souligne le rôle essentiel des élus.

Rapporteur général du Comité d'évaluation de la politique de la ville, Jacques Donzelot fait paraître en mai, à Esprit Editions, "L'Etat animateur, Essai sur la politique de la ville" dont nous publions quelques bonnes feuilles. Alors que les principes de cette politique ont été abandonnés par le gouvernement de droite -jusqu'à geler la publication d'un rapport qui aura mobilisé une vingtaine d'équipes de chercheurs pendant trois ans- Donzelot définit ses potentialités qui devront être reprises et menées, cette fois, à leur terme.



« Par sa force symbolique, la question de l'exclusion ébranle toute l'organisation de la société, toutes les pratiques. Par l'importance qu'il a prise ces quinze dernières années, le problème des quartiers dégradés dans la périphérie des grandes métropoles en constitue la meilleure illustration (...). L'exclusion n'est pas limitée à ces lieux. Il s'en faut de beaucoup. Mais son expression s'opère là où la médiocrité de l'urbanisme et la fragilité du tissu institutionnel confèrent une dimension collectivement fidèle à ce phénomène. La politique de la ville est née en réponse à cette question de l'exclusion (...). Elle a été conçue pour faire face au désarroi d'une population qui ne réussissait plus à projeter son existence dans une société vécue comme lointaine, indifférente. Elle a permis le déploiement de moyens financiers supplémentaires à ceux préexistants, le faisant transiter par le canal de "dispositifs" rassemblant diverses catégories de responsables afin de montrer des opérations de prévention de la délinquance, de développement social des quartiers, d'insertion socioprofessionnelle... Comment évaluer les effets d'une telle démarche ? Deux hypothèses se présentent :

■ Selon la première, on peut considérer qu'il y va de la mise en œuvre d'une politique spécifique, venant s'ajouter aux autres politiques sociales et les suturer à leur marge, là où elles semblent se fragiliser, par la prise en compte d'une dimension territoriale que la spécialisation de leurs prestations respectives les empêche de considérer (...). Il y a de l'argent public qui transite par cette politique. Va-t-il aux bons endroits ? Permet-il de combler les carences constatées ? Résorbe-t-on ainsi les tensions ? Cependant, à définir de cette manière la tâche de l'évaluation dans une matière où se trouve ▶

mise en cause la qualité des institutions publiques, on court le risque considérable de valider un produit de substitution qui ne ferait que masquer, provisoirement, la "dévaluation" des politiques de fond (...).

■ La seconde hypothèse consiste à observer l'effet de ces opérations sur les politiques classiques pour voir dans quelles mesures celles-ci se retrouvent "réévaluées"(...).

Nous avons choisi la seconde option parce qu'elle permet le mieux de poser la question de la qualité de cette politique alors que la première se trouve -forcément- déportée vers la question de la suffisance budgétaire des investissements. Or, le propre des produits de substitution est de se montrer toujours plus coûteux et toujours insuffisants (...). Plutôt qu'en l'application méthodique de moyens bien répertoriés en vue d'objectifs clairement déterminés, on considérera l'histoire de la politique de la ville comme celle d'une ligne de transformation. Suivant celle-ci, on verra que l'effort produit porte principalement sur une transformation de la conception du rôle de l'Etat. Partout où elle réussit à passer, la politique de la ville introduit l'idée de ce que l'on appellera un Etat animateur. Par cette expression, nous entendons une transformation de l'appareil d'action publique sous trois aspects : celui de la méthode, celui du référent, celui des effets.

L'expression d'Etat animateur permet d'abord de désigner une nouvelle méthode, l'effort de dépassement des schémas de conduite sectoriels et hiérarchiques au profit d'une approche globale dont la doctrine caractérise la nouvelle politique dès sa naissance et constitue en quelque sorte sa marque de fabrique (...). L'habileté des pères fondateurs de la troisième République consista en l'art de dissiper le risque d'un affrontement majeur par le recours à cette formule selon laquelle "il n'y a pas une question sociale mais des questions sociales". Considérés ensemble, tous les problèmes affectant la classe ouvrière paraissaient insurmontables. Ils appelaient la révolte ou la soumission. Mais, examinés séparément, tous devenaient susceptibles d'un traitement propre. Ainsi en allait-il de l'instruction, de la protection contre les risques d'accident, de maladie, de chômage, de la vieillesse, des problèmes de logement et de santé. L'approche sectorielle dédramatisait la question sociale parce qu'elle la dissociait en une multiplicité de questions toutes susceptibles, isolément, d'une action technique, "sociale", alors que leur condensation ne laissait place qu'à une solution politique extrême. Or, le problème de l'exclusion met actuellement en cause ce traitement sectoriel du social. On constate que l'exclusion commence lorsqu'il est impossible de résoudre un problème, celui du logement par exemple, parce qu'il se révèle, en fait, indissociable d'autres, propres à l'école, à la santé, à la délinquance... et que la conception classique de toute l'action publique concourt, justement, à séparer du premier.

L'approche globale est-elle une manière de revenir à la case départ et d'en appeler à un affrontement social décisif ? Ou bien une modernisation de l'action considérée comme une fin en soi ? A l'évidence l'une et l'autre de ces deux options sont erronées (...). Avec la nouvelle méthode, si chaque politique poursuit ses propres buts sectoriels, elle se trouve amenée, en plus, en même temps et surtout, à rendre des comptes en fonction de l'exigence de solidarité mise à mal avec le surgissement de l'exclusion. Le terme de solidarité change pour le coup de sens par rapport à la définition qui en avait été donnée sous la troisième République (...). A présent, il ne s'agit plus de rétablir sa représentation mais d'établir, de produire ladite solidarité contre l'évidence des facteurs objectifs qui concourent à la ruiner et la limitation reconnue des technologies chargées de la manifester. Car l'inégale résistance des professions face à la crise de la protection sociale, la substitution lente du concours à l'examen pour l'entrée dans la vie, la précarisation des situations salariales, font de la solidarité un objectif politique à atteindre et non une certitude sociologique à démontrer. L'Etat animateur se développe alors en tramant entre les institutions mais aussi entre la base et le centre, des relations interactives au nom de la lutte contre l'exclusion, au nom de la solidarité que par leur fonctionnement séparé, elles ne sont visiblement plus en

L'expression d'Etat animateur permet de désigner une nouvelle méthode, l'effort de dépassement des schémas de conduite sectoriels et hiérarchiques au profit d'une approche globale.

Susciter les retrouvailles

Catherine Trautmann

L'exclusion fut de toutes les époques, de toutes les sociétés, exception faite peut-être de quelques courtes périodes comme les Trente glorieuses où la volonté d'oubli des guerres du passé laissait rêver d'une utopie enfin réalisée. Aujourd'hui, nous voyons s'accroître le chômage, la pauvreté et la misère. Le politique voit déferler la demande sociale. Intégration, travail, logements... autant de démarches qui recouvrent une seule et unique attente : l'appartenance à une même société. Il est temps pour lui de comprendre que la réponse est avant tout politique. Les effets de la panne sociale stigmatisent nos villes, nos banlieues et vident nos campagnes. C'est pourquoi j'insiste sur le rôle essentiel des élus locaux.

Nous devons tisser dans la cité des liens entre les différents individus et mener une véritable politique de la ville. Celle-ci passe nécessairement par des retrouvailles entre le politique et les citoyens. Nous avons à réinventer la démocratie locale en retrouvant la parole de l'habitant.

Un projet de ville n'est viable que porté par et pour ses habitants. Mais ce n'est pas du jour au lendemain que l'on peut constituer une culture de la ville. L'un des effets les plus néfastes des grands bouleversements urbains de l'après-guerre fut la rupture d'une certaine appropriation de la ville. Regardons la composition urbaine avec, d'un côté, le cœur de la ville et, de l'autre, les faubourgs nommés banlieues.

"Au ban" des villes, ces quartiers périphériques sans statut sont souvent coupés du reste de la cité et, avec eux, leurs habitants. Il nous appartient donc d'intégrer ces quartiers à la ville pour redonner une citoyenneté aux gens qui y vivent. Quand je parle d'égalité urbaine, le but à atteindre c'est de réconcilier les citoyens. Arriver à faire en sorte que dans une société où se creusent les écarts entre ceux qui ont les moyens de vivre et ceux qui ne les ont pas, la ville n'accentue pas cette dualité. Faire de la ville, c'est travailler à la réconciliation sociale.

Les grands chantiers démocratiques

Cette volonté est à l'origine des chantiers que j'ai lancés à Strasbourg. Prenons l'exemple du tramway. Il ne s'agissait pas de construire seulement un transport de plus. Je souhaitais apporter un espace de liberté en offrant parallèlement davantage de place aux cyclistes, aux piétons. Je voulais un tramway accessible aux handicapés, aux personnes à mobilité réduite, pour que chaque habitant quel qu'il soit puisse trouver les moyens de vivre la ville.

Enfin, ce transport en commun va relier des quartiers entre eux et au centre-ville. En même temps, nous avons conduit une transformation urbaine en réhabilitant des places qui avaient perdu leur fonction conviviale.

Ces chantiers en appellent un autre, celui de la démocratie locale. En créant un conseil consultatif des étrangers, des conseils de jeunes par quartiers, des comités de personnes âgées, en décentralisant les services administratifs, nous permettons une reconquête de l'espace urbain et de la parole par les citoyens.

Autre chantier : la réhabilitation des logements sociaux. Il aurait été aisé de vendre pour un franc symbolique les logements dégradés afin de soulager la collectivité. J'ai pensé, au contraire, en lançant un ambitieux programme de 2.000 logements réhabilités par an que c'était là une

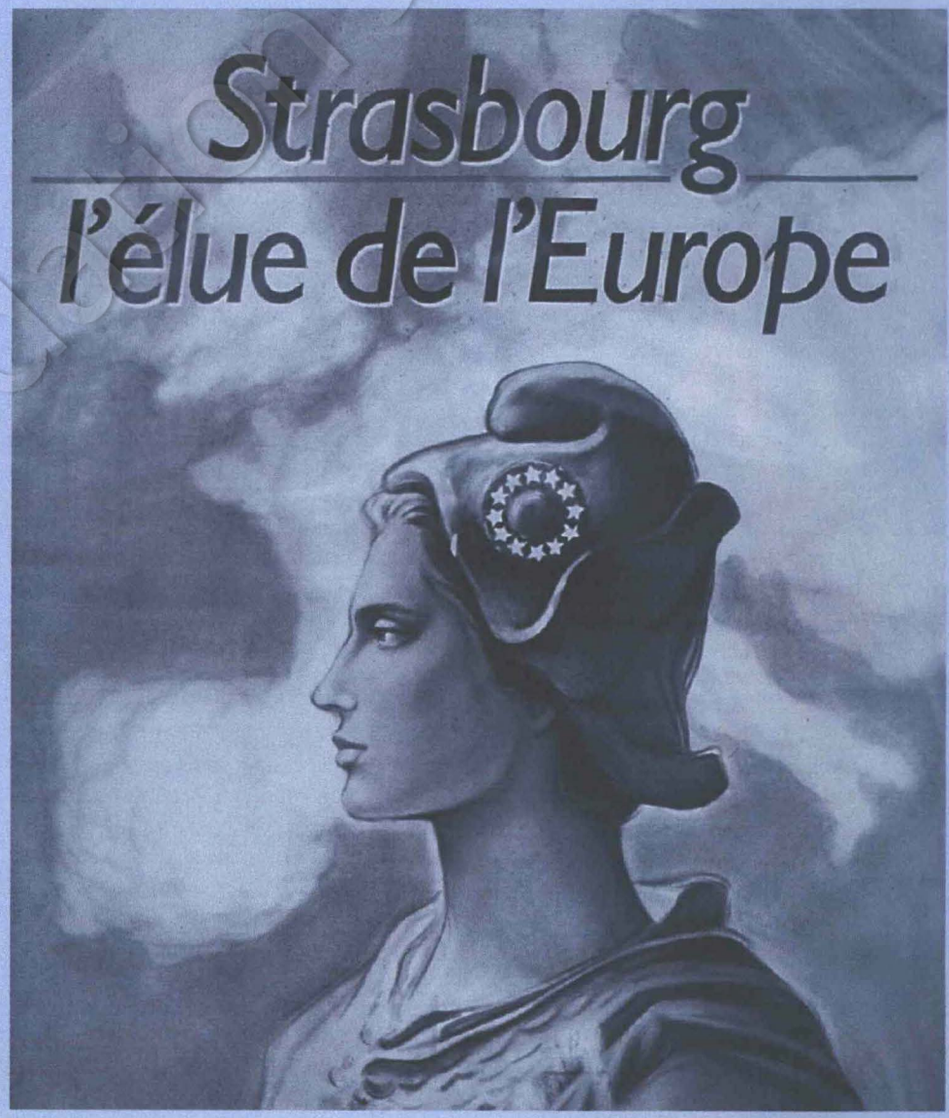
capacité de créditer. Il les travaille au nom d'un objectif qui les relie toutes mais que, séparément, elles ne peuvent atteindre, portées comme elles le sont, à se concentrer sur une acception restrictive de leurs performances.
(...) La question est de savoir à quelle aune évaluer ce nouveau rôle de l'Etat. Le terme de solidarité est synonyme de cohésion sociale, lui-même voisin de celui d'ordre public. Or, ce dernier contient une équivoque : est-il manière de considérer l'ordre comme une fin propre, une réduction au silence de ceux qui auraient matière à se révolter ou bien le fruit d'un lien civique effectif ? Qu'au nom de la solidarité, l'Etat se fasse animateur, mobilisateur des énergies, souple dans ses relations avec chacun plutôt que rigide, pacificateur des conflits, exigeant avec ses exécutants comme ses administrés, ne signifie pas forcément un progrès. Ou alors, diront certains, c'est un progrès dans la production du consentement, une manière d'obtenir cet effet alors que les institutions classiques n'y arrivent plus. Ce terme de "consentement" (...) à mi-chemin entre l'idée d'adhésion volontaire et celle d'assujettissement, laisse entendre qu'il y va et qu'il n'y va que de l'adhésion à l'ordre. Il y a des rebelles dans nos banlieues comme il y en a eu autrefois dans nos campagnes. L'enjeu serait-il toujours de réduire une résistance ? En réponse à cette objection, plus latente qu'affirmée au demeurant, on peut se demander si la particularité d'une démocratie, face à un problème d'ordre public, ne consisterait pas dans l'impossibilité de le résoudre sans faire du même coup un progrès politique. Par progrès politique, on entendra précisément toute démarche qui permet de dépasser la seule coercition au profit d'un élargissement de l'action collective et du débat public. En l'occurence, le développement social urbain invite à un développement politique de la démocratie par une conception de l'action collective dépassant ses limitations héritées du système de la troisième République par sa vocation à alimenter concrètement le débat public local autour des enjeux liés à la lutte contre l'exclusion.
Cette définition que nous proposons de l'apport de la politique de la ville pourra paraître bien hagiographique à beaucoup de ceux qui l'observent ou la pratiquent. Ce serait se tromper sur notre intention. De cette politique, nous connaissons aussi bien les médiocrités que les réussites. Il ne s'agit pas de gommer les premières au profit des secondes. La question de fond que nous nous sommes posée pourrait d'ailleurs se formuler ainsi : qu'est-ce que cette politique produit d'autre -que des échecs et des réussites- ? Apporte-t-elle un plus, non pas dans des produits mais dans le mode de production de l'action ? Il nous a semblé que tel était le cas et que cela méritait d'être relaté. »

entre le politique et les citoyens

mission de la collectivité. Nous nous investissons également dans la création d'emplois d'insertion. Cela nous oblige à revoir notre rapport au temps. Si la modernité s'établit dans un triangle qui est celui de la vitesse, de la mobilité, de la métamorphose, en résumé : de l'accélération, l'univers de l'exclusion appartient au non-temps. A notre temps, temps d'activité, temps politique, temps de l'urgence s'oppose le temps du désastre, du chaos pour celui qui n'attend plus rien.

Faire en sorte que dans une société où se creusent les écarts entre ceux qui ont les moyens de vivre et ceux qui ne les ont pas, la ville n'accentue pas cette dualité !

Nous devons, de façon urgente, nous mobiliser face à l'absence de politique nationale. Avec la diminution de la dotation globale de fonctionnement attribuée aux grandes villes, ou encore avec la mise à l'index de nos métropoles dans le débat d'aménagement du territoire, le gouvernement Balladur accroît la pression sur nos cités.
Les maires sont les premiers témoins, ils doivent être les premiers acteurs. L'action locale au plus près de nos concitoyens sera le programme que je défendrai également pendant la campagne des européennes. Si nous voulons faire de l'Europe un espace plus solidaire, il nous faudra aussi faire les comptes de l'action nationale de ce Gouvernement. ■



LIVRES

Le Nord au cœur

Responsable des archives de la fédération socialiste du Nord, Martine Pottrain rassemble et classe depuis plusieurs années un patrimoine sans doute unique en France, celui des archives des organisations politiques qui se sont succédé depuis un siècle dans le Nord, des balbutiements du Parti ouvrier guesdiste au PS actuel. Elle vient de publier un livre passionnant sur l'histoire de cette fédération, de 1880 à 1893, qui intéressera les militants, les chercheurs et les curieux. Ombres et lumières sont présentes dans cette histoire, et l'auteur n'évacue aucune question, aucun problème.

Le Nord occupe, dit-on, une place à part dans le Parti socialiste. Par sa puissance et ses effectifs, sa force d'organisation, sa discipline interne, son ancrage dans tous les tissus de la société, sa stratégie permanente de conquête municipale des "beffrois", sa mise en avant du "concret" à l'encontre des débats idéologiques, sa volonté constante de parvenir à des synthèses, la part prépondérante accordée au collectif, le refus des luttes de personnalités, la fraternité entre les militants, les fêtes populaires. Tout est là, en effet, et Martine Pottrain revient sur tous ces points, les décortique, les met en relief, les analyse.

Elle n'a pas limité son livre aux périodes les plus anciennes de notre histoire commune, et nous nous en félicitons : ses dernières pages sont en effet consacrées à la période récente de cette fédération, celle des dernières élections législatives, mais aussi celle de la perte de la Région. La fédération est traumatisée par ces échecs à répétition, l'auteur ne le cache pas. Une nouvelle page s'ouvre. Saura-t-elle puiser dans sa vie interne, dans sa capacité d'action, nées pour partie de son passé, la force de bâtir un avenir plus radieux ? Martine Pottrain le croit, l'espère, et nous aussi.

Denis Lefebvre

Martine Pottrain, "Le Nord au cœur, Historique de la fédération socialiste du Nord, 1880-1993". Ce livre est en vente au siège de la fédération socialiste du Nord (12, rue Lydéric, 59000 Lille), 120 F port compris.

VIE DES IDÉES

● Signalons la parution, sous le double parrainage de la Ligue des droits de l'homme et de l'ADELS, d'extraits du rapport du Comité d'évaluation de la politique de la ville dont le rapporteur était Jacques Donzelot et le président, Jean-Michel Belorgey. "Ce travail important de synthèse mérite" effectivement "un autre sort que l'intérêt discret auquel le gouvernement paraissait le destiner", comme le souligne la revue commune que ces deux associations ont éditée à cette occasion.

● Gérard Le Gall a également rédigé pour le Conseil économique et social de la région Ile-de-France un rapport très riche sur "La politique de la ville : les quartiers en difficulté et la violence dans les établissements scolaires" sur lequel nous reviendrons.

● Alors que la France se penche sur son passé avec le procès Touvier, deux documents terribles et indispensables à ceux qui veulent voir en face la réalité de l'Histoire sont parus aux éditions Romillat : "Les lois de Vichy" rassemblées et commentées par Dominique Rémy (préface de Michel Sapin) et "Crimes et humanité" où Michel Dobkine concentre les extraits qu'il a jugés les plus significatifs des actes du procès de Nuremberg où les hauts hiérarques nazis ont été jugés, du 18 octobre 1945 au 1er octobre 1946. Les tenants du "Pétain-bouclier" qui sévissent toujours dans les plis du Front national seront confondus par ces preuves officielles de la législation raciste et xénophobe du régime de Vichy.

● Le Groupement pour le droit des minorités (1) publie les actes du colloque qu'il a organisé sur le thème "Nouvelle Europe : Minorités et réfugiés" (2). Préfacé par l'auteur de "La social-démocratie quand même", François Fejtö, l'ouvrage fait le tour du sort des minorités dans l'Europe centrale et de l'Est à la lumière de l'effondrement du communisme et des divers régimes qui ont succédé à ce séisme politique. La situation dans les Balkans et l'ex-URSS y est analysée mais aussi d'autres comme la question tzigane ou celle des Allemands dans l'Europe orientale. La réponse esquissée à l'époque par François Mitterrand ne reste-t-elle pas d'actualité : ne fallait-il pas définir un droit des minorités avant de reconnaître tel ou tel Etat-nation revendiqué le plus souvent par une minorité ethnique ? Est abordé également le problème que posent les réfugiés, victimes ou non des divers nettoyages ethniques, sur la configuration de l'Europe orientale mais aussi occidentale. Ce livre a aussi le mérite pour tous ceux qui s'intéressent à la question, de comprendre des réflexions sur le cadre juridique d'un nouveau droit international des minorités et de contenir les documents qui le définissent aujourd'hui.

(1) 212 rue Saint-Martin 75003 Paris, Tél : 42 77 26 26.
(2) Prix de l'ouvrage : 150 F.

HISTOIRE

1er Mai, l'unité retrouvée ?

Le 1er Mai est né de la lutte des travailleurs américains. En novembre 1884, à Chicago, le congrès de la "Federation of Organised trades and Labor unions" décide qu'à dater de 1886, la journée légale de travail serait de 8 heures. Le 1er mai était le jour du "moving day" (louage des services). On le choisit pour un grand mouvement de grèves et de manifestations.

En février 1889, des journées nationales sont organisées aux Etats-Unis, en Suède et en France. En juillet, la Fédération nationale des syndicats, animée par les guesdistes, décide le principe, au congrès de Paris de la IIe Internationale, d'une manifestation internationale à date fixe. En 1890, le 1er Mai est célébré dans les pays industrialisés, en 1891, le Congrès de Bruxelles entérine la coutume de le perpétuer.

Parmi les 1er Mai ayant marqué particulièrement le mouvement social et la mémoire ouvrière, celui de 1891, à Fourmies dans le Nord, qui s'est terminé tragiquement. A la demande du patronat local, la troupe a chargé les grévistes, faisant dix morts.

1906 et 1919 sont des années de mobilisation puissante, de rêves et d'espoir. En 1919, la grève générale atteint des proportions record bien que le Parlement ait voté la loi des 8 heures le 23 avril.

Les revendications se multiplient et évoluent. En 1921, plus qualitatives, elles reflètent des problèmes d'actualité. 1935 est la dernière année des 1er Mai séparés. L'unité syndicale reconstituée en 1936 donne à cette journée de lutte une dimension plus profonde.

Le 1er Mai fut peu à peu légalisé. D'abord en URSS, puis dans l'Allemagne d'Hitler. La loi du 12 avril 1941 le légalise dans la France de Pétain. Mais comme on était loin de la ferveur d'Eugène Pottier : "Nous chantons notre Premier Mai, Notre Union c'est la victoire... Sous notre élan la terre bouge, Et sur notre front claque au vent le grand frisson du drapeau rouge".

Le 1er Mai restera longtemps démonstration de force revendicative et fête des travailleurs. Il n'est hélas plus synonyme de gauche. Pire, aujourd'hui, chaque 1er mai, militants et sympathisants d'extrême droite défilent derrière Jean-Marie Le Pen pour honorer à la fois Jeanne d'Arc et les travailleurs.

Devant la menace qui pèse de plus en plus sur les organisations ouvrières, espérons que pour ce 1er mai 1994, l'instinct de survie impulsera un sursaut unitaire.

Claudine Guittonneau

RÉFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

La décentralisation à l'envers

Le ministère de l'Intérieur vient de publier le premier document d'étape sur le débat pour l'aménagement du territoire. Jean-Pierre Balligand, délégué national du PS, analyse l'évolution du processus de décentralisation.

Comment qualifieriez-vous le rapport d'étape ?

Ce rapport est intéressant dans sa seconde partie consacrée aux acteurs de l'aménagement du territoire. Il interpelle la classe politique dix ans après les loi de décentralisation et lui demande de se prononcer sur la manière de supprimer la cacophonie institutionnelle, raison majeure de la crise de l'aménagement du territoire. En ce qui concerne la mise en œuvre des politiques, le rapport est insuffisant.

Selon vous, le texte clarifie-t-il suffisamment les compétences entre les niveaux de collectivités ?

Tout d'abord je ne suis pas sûr que ce texte soit le reflet des débats. C'est d'abord la mise en ordre de la Datar et du gouvernement.

La ligne directrice est claire. Il y a une dissociation entre l'administration de gestion presque exclusivement confiée au département qui se voit doter de nouvelles compétences. La région, elle, est confortée dans son rôle d'administration de mission. Cet essai de clarification va obliger les forces politiques à dire ce qu'elles veulent. Seuls deux scénarios sont possibles : le premier, avancé par la Datar, différencie administration de gestion et administration de mission. Mais comment, face à un département omniprésent, faire vivre l'intercommunalité dans les bassins de vie ? C'est une des contradictions majeures de ce rapport. L'autre scénario, plus intéressant, consiste à développer de puissantes intercommunalités sur des bassins de vie et d'emploi qui exerceraient des compétences mal assumées par le département et qui ferait de la région un interlocuteur privilégié. Dans le domaine de l'insertion par exemple, le bassin d'emploi se substituerait avantageusement au département et permettrait de mieux cerner les besoins.

Principale innovation du rapport, la réforme de la taxe professionnelle (TP)...

Le rapport propose de nationaliser un impôt qui a toujours fait partie intégrante des quatre impôts de base des collectivités locales. Si cette disposition demeure, c'est la déresponsabilisation totale des élus locaux. Il ne suffit pas de dire qu'il y a des disparités énormes de TP, il faut aussi dire que, depuis les lois de décentralisation, des politiques actives sont menées en matière de diversification d'entreprises. La TP doit refléter le niveau d'ingénierie du développement d'une commune. Bien sûr, des politiques de correction doivent être menées en faveur des régions pauvres, en particulier à partir de la DGF. Mais nous disons de façon très forte que le lieu pertinent du développement économique et donc de la taxation de l'impôt économique est le bassin d'emploi. C'est à ce niveau qu'il faut corriger les effets de l'inégalité entre les communes.

Propos recueillis par Christel Banderier

La décentralisation à rebours

"Réalise-t-on la deuxième étape de la décentralisation quand, dans le budget de 1994, on ampute, pour la première fois depuis dix ans, les dotations de l'Etat aux collectivités locales, et quand on propose d'étatiser la taxe professionnelle qui représente la moitié de leurs ressources fiscales ?" s'interroge le socialiste Alain Claeys. Le secrétaire national aux collectivités locales, qui remarque qu'aucun moyen financier n'est dégagé, souligne les contradictions d'un gouvernement qui parle d'aménagement du territoire mais privatise à tout va, réduit les moyens financiers des associations locales, particulièrement dans le domaine de la prévention et de l'animation, et supprime la contribution de Paris et des Hauts-de-Seine (dotation de solidarité urbaine) au financement de la politique de la ville. Il s'insurge contre la réduction des incitations financières aux groupements de communes.

Les principales propositions Pasqua du document d'étape

Le citoyen :

Il est proposé un "référendum d'initiative populaire" qui donne aux électeurs d'une collectivité un "droit d'appel sur certaines décisions d'intérêt local " ainsi qu'une meilleure information.

L'Etat :

Le rapport prône la déconcentration dont le préfet serait le "pivot". Le découpage en arrondissements serait revu en s'inspirant de ce que sont les "bassins de vie".

Les collectivités locales :

- Le département verrait ses compétences renforcées. Il pourrait prendre en charge la gestion totale de la protection maternelle et infantile, celle des lycées, de l'entretien des routes, du développement des entreprises, et se verrait attribuer un rôle dans la protection judiciaire des jeunes.
- La région se consacrerait aux stratégies de développement et d'aménagement du territoire, dont la planification de la réalisation des grands équipements qui serait confiée à des missions interrégionales. Elle se verrait attribuer des compétences accrues dans le domaine de l'enseignement supérieur (construction des IUT), de l'environnement, des politiques touristiques, et deviendrait autorité organisatrice des transports ferroviaires régionaux.
- La coopération intercommunale serait encouragée. Toutes les communes qui le veulent pourraient ainsi adopter le statut de Paris, Lyon ou Marseille. Parallèlement les règles régissant le fonctionnement des districts, communautés de communes et communautés de villes seraient regroupées dans un cadre simplifié de coopération intercommunale. Ce cadre pourrait être rendu obligatoire pour les agglomérations de plus de 150.000 habitants.

La réforme des finances locales

- Un mécanisme "nouveau et énergique" de péréquation des ressources serait appliqué au plan national pour chacun des niveaux de collectivité.
- La taxe d'habitation serait attribuée aux communes, la taxe foncière sur les propriétés bâties aux départements.
- La taxe professionnelle se verrait appliquer un taux "unique qui serait fixé par le Parlement". L'assiette pourrait être calculée en fonction de la valeur ajoutée.

Dans la pesanteur, souvent oppressante, des informations qui nous parviennent chaque jour sur l'état du monde, les premières élections multiraciales en Afrique du Sud apparaissent comme une lueur d'espoir, même si bien des obstacles subsistent sur le chemin de la démocratie. Le contraste est fort cependant avec la barbarie sanglante qui règne au Rwanda. Comme avec l'insupportable agression serbe en Bosnie, qui allie purification ethnique et violation cynique du droit international. Dénoncer, dans ces affaires, l'impuissance de l'ONU ne suffit plus. C'est à redéfinir et renforcer le rôle de cette organisation qu'il faut désormais s'atteler.



L'AFRIQUE DU SUD TOUT ENTIÈRE APPELÉE

Les premiers p

Vingt-trois millions d'électeurs sud-africains, dont dix-sept millions de Noirs, étaient appelés à participer, les 26, 27 et 28 avril, aux premières élections multiraciales de l'histoire de leur pays. Un événement dont la portée historique a été saluée par l'ensemble de la communauté internationale.

Un événement majeur aussi dans la vie de ces millions d'électeurs noirs qui, après tant d'années d'oppression, d'exclusion et d'apartheid, ont enfin conquis, par ce vote, la qualité de citoyens. Et avec elle, la possibilité de décider de l'avenir de leur pays en élisant les dirigeants de leur choix.

En se prononçant au cours de ces trois jours exceptionnels, tous les Sud-Africains, blancs, indiens, métis et noirs auront déterminé la composition de toutes les institutions qui gouverneront le pays au cours des cinq prochaines années. Ce scrutin doit en effet permettre d'élire au suffrage universel direct les quatre cents députés de l'Assemblée nationale et les membres des assemblées des neuf nouvelles régions. Indirectement, seront désignés le chef de l'Etat, le gouvernement d'unité nationale, l'exécutif des régions et le Sénat.

Si dix jours seront nécessaires à la commission électorale pour proclamer les résultats officiels, tant le système électoral est complexe, l'issue de ce scrutin ne fait guère de doute. Depuis des mois déjà, les sondages annoncent une large victoire de l'ANC, avec plus de 60 % des voix. Nelson Mandela devrait donc être élu par la nouvelle assemblée le 6 mai prochain, le premier président de la "Nouvelle Afrique du Sud". Le parti de Frederik De Klerk, le Parti national, devrait arriver en seconde position, avec environ 15 % des voix (une partie de l'électorat blanc et métis). Derrière, l'Inkhata de Mangosuthu Buthelezi et le Front de la liberté du général Constant Voljden (extrême-droite blanche) peuvent espérer franchir la barre des 5 % nécessaires pour être représentés dans le gouvernement d'unité nationale. Ou encore le congrès pan-africain (PAC) et le parti démocrate de Zach de Beer. Mais au total, ce sont vingt-sept partis qui se présentent sur le plan national et régional au

Fondation Jean Jaurès



À VOTER

as de la démocratie

suffrage des électeurs. Si beaucoup se sont constitués pour la circonstance, cette floraison de formations de toutes sortes démontre combien le besoin d'expression et de liberté est grand dans ce pays bâillonné depuis des décennies.

L'aide internationale ne devra pas faire défaut

La perspective d'une ère nouvelle, ouverte il y a quelques mois par Nelson Mandela et Frederik De Klerk, a suscité dans toutes les communautés un immense espoir. La force d'un avenir démocratique où chacun puisse trouver sa place a su vaincre presque toutes les résistances qui ont jalonné le long processus qui a mené au scrutin d'avril 1994. Seule une partie de l'extrême droite blanche a refusé obstinément d'y participer. En effet, alors qu'on ne l'attendait plus, un accord a été trouvé le 19 avril avec l'Inkhata de Mangosuthu Buthelezi pour qu'il accepte le processus électoral en échange de la préservation du royaume du Kwazulu et de la reconnaissance du rôle de monarque constitutionnel du roi des Zoulous, l'ethnie la plus importante d'Afrique du Sud (le Parlement s'est réuni en toute hâte le 25 avril pour entériner ces ultimes amendements à la Constitution).

Pour autant, la violence, politique et criminelle, monnaie courante dans la société sud-africaine, n'a pas régressé au cours des derniers jours de la campagne électorale. Trois attentats sanglants à Johannesburg et à Pretoria, non revendiqués mais attribués à l'extrême droite blanche, ont fait des dizaines de morts et de blessés, créant dans le pays un climat de terreur. L'armée a de nouveau été déployée dans les townships autour de Johannesburg pour tenter d'enrayer les affrontements qui se poursuivent entre l'ANC et l'Inkhata. Le scrutin lui-même a été placé sous haute surveillance. Soixante-cinq mille policiers et soldats quadrillent l'ensemble du pays. A leurs côtés, des centaines d'observateurs internationaux (dont ceux de l'Internationale socialiste) sont venus contribuer au bon déroulement du vote qui, sur biens des points, est particulier. En effet, malgré les efforts du gouvernement et des Eglises notamment, pour expliquer à la population noire, qui compte beaucoup d'illettrés, pourquoi et comment voter, les peurs, les hésitations, les doutes habitent nombre d'électeurs, impressionnés par ce premier geste de liberté et d'apprentissage de la démocratie. On ne peut exclure non plus les pressions de tous ordres pour influer sur le choix d'électeurs fragilisés par tant d'années d'apartheid.

Quoi qu'il en soit cependant, c'est une nouvelle page de l'histoire de l'Afrique du Sud qui s'est écrite au cours de ces trois journées qui appartiennent déjà au passé.

Le gouvernement d'unité nationale qui va se constituer dans les tout prochains jours, et au sein duquel les Noirs seront majoritaires, devra s'attaquer à des tâches redoutables, notamment après les promesses faites par les uns et les autres au cours de la campagne électorale. Outre assurer la sécurité dans le pays, alors que toute menace de déstabilisation n'est pas écartée, c'est à sa reconstruction économique et sociale que ce gouvernement, présidé par Nelson Mandela, devra s'atteler. Si l'Afrique du Sud présente des potentialités économiques certaines qui peuvent tirer l'ensemble du continent africain, les besoins sont énormes en matière de logements, d'hôpitaux, d'écoles et surtout d'emplois pour la communauté noire, qui, pour 40 %, est au chômage. L'aide internationale ne devra pas faire défaut pour accompagner le processus de démocratisation en cours, que deux personnages hors du commun, Nelson Mandela et Frederik De Klerk, auront su imposer à force de clairvoyance et de volonté à une société qui n'osait l'espérer. Tout commence aujourd'hui en Afrique du Sud.

Ghislaine Toutain

Fondation Jean Jaurès

APRÈS LA TRAGÉDIE DE GORAZDE

Stopper les Serbes

Un "groupe de contact" comprenant les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et l'ONU, vient d'être mis en place pour assurer la cohésion de la communauté internationale. Mais pour nombre de commentateurs, les nationalistes serbes seraient en passe de gagner leur guerre. Sauf si...

La tragédie de Gorazde n'aurait été qu'un accident de parcours, dû à la précipitation du général Mladic, encouragé par des propos imprudents du chef d'état-major de l'armée américaine, à tenter de s'emparer prématurément de cette enclave bosniaque en territoire occupé par les Serbes. Gorazde, de même que Srebrenica et Zepa, autres zones de sécurité "protégées" par l'ONU, sont en effet considérées par les Serbes comme devant leur appartenir, à l'instar des autres villes de Bosnie orientale, à majorité "musulmane", déjà conquises, épurées et expurgées des traces de leur passé turc.

Les atermoiements, tergiversations, actes manqués de l'ONU et de l'Otan, c'est-à-dire des Etats qui les contrôlent, ont coûté à la population de Gorazde des centaines de morts, des milliers de blessés, la ruine de leur ville. Depuis Vukovar, à l'automne 1991, ce n'est pas le premier exemple de fureur destructrice de ce genre dans l'ex-Yougoslavie. C'est néanmoins la première fois que les Serbes de Karadzic défiaient aussi ouvertement la loi internationale alors que l'ONU, avec le concours de l'Otan, disposait du mandat et des moyens de s'opposer à l'avancée des agresseurs. L'ultimatum de l'Otan, du 22 avril, n'a finalement été lancé que plus de trois semaines après le début de l'attaque, plus pour sauver in extremis une crédibilité durement atteinte que pour redresser la situation sur le terrain. Cet ultimatum, comme celui du 9 février sur Sarajevo, a réussi à faire reculer les Serbes, mais dans un contexte qui n'est pas celui d'une défaite, ni même d'un échec. Les bombes lâchées par deux avions de l'Otan ont coûté quelques véhicules aux Serbes, mais ceux-ci ont abattu un appareil britannique. Karadzic continue de dicter ses conditions au représentant de l'ONU, Akashi, et la FORPRONU doit se soumettre aux contrôles tâtillons des milices serbes et au bon-vouloir des femmes serbes en colère, qui bloquent les convois.

Le paradoxe qui explique cette situation et l'impossibilité apparente d'en sortir est que les représentants civils et militaires de la "communauté internationale" se croient obligés, chaque fois qu'ils emploient le langage de la force et même la force à l'égard des Serbes, de les assurer qu'il ne s'agit pas d'une attitude inamicale. Pour les négociateurs internationaux, l'agression serbe et la résistance bosniaque sont des facteurs à mettre sur le même plan mais qui ne sont même pas équivalents puisque, sur le fond, le plan européen dont M. Juppé s'est fait le champion, donne raison à la volonté serbe de démembrer la Bosnie sur des critères "ethniques", contre les Bosniaques.

Les commentaires qui tiennent pour acquise la victoire de Milosevic et Karadzic soulignent le refus des grandes puissances de s'engager dans une guerre pour la Bosnie. Rares toutefois sont ceux qui prennent en compte l'existence et l'avis des premiers intéressés, c'est-à-dire des Bosniaques, auxquels il a été purement et simplement interdit de se défendre. Bien des voix s'élèvent pourtant pour signaler les dangers d'une modification des frontières par la violence dans les Balkans alors que des irrédentismes se manifestent au sein même de l'Union européenne, en Grèce mais aussi en Italie où la droite fasciste avance des revendications territoriales sur l'Istrie et la Dalmatie.

Maurice Lazar

Mobilisations pour la Bosnie

Le PS a multiplié ses prises de position sur la guerre en Bosnie tant par les communiqués de son Bureau national et de son secrétaire national aux Relations internationales que par les déclarations de son Premier secrétaire et de nombreux représentants du Parti, au Parlement, dans la presse et diverses manifestations dont la grande réunion à la Mutualité, le 22 avril, qui rassemblait Rocard, Fabius, Stasi, Giscard, B.-H. Lévy, Piccoli et un public nombreux.

Outre la réaffirmation de principes tel que le refus de toute modification de frontières par la force et, par conséquent, la nécessité de maintenir l'intégrité et l'unité de la Bosnie, elles mettaient en garde contre les conséquences gravissimes d'une faiblesse à l'égard des agressions serbes. Le communiqué du B.N. du 20 avril envisageait "l'hypothèse de nouveaux ultimatums, visant à obtenir l'arrêt des combats, le recul des forces serbes et l'engagement de négociations sur l'avenir d'une Bosnie à l'intégrité maintenue... A défaut, la levée de l'embargo sur les armes deviendra inévitable."



Rwanda :

Depuis l'attentat du 6 avril qui a coûté la vie aux présidents rwandais et burundais, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira, Kigali et le territoire du Rwanda sont le théâtre de combats meurtriers et de massacres à grande échelle -des dizaines de milliers de morts selon le comité international de la Croix rouge- et des affrontements sporadiques ont repris à Bujumbura, capitale du pays voisin, le Burundi.

Après la nécessaire évacuation des ressortissants européens, Belges et Français pour la plupart, une relative indifférence a succédé à une émotion légitime. En décidant, le 21 avril, de ramener à 270 les effectifs de sa mission d'assistance au Rwanda (Minuar), l'ONU, qui avait dépêché 2.500 casques bleus pour veiller à l'application des accords d'Arusha signés le 4 août 1993 pour les parties rwandaises en conflit, a suscité une vive réprobation du continent africain. Ce retrait militaire massif apparaît comme un aveu d'impuissance. Dynamisée par Ali Hassan Mwinyi, président de la Tanzanie voisine où a été signé l'accord de paix, l'action diplomatique à laquelle participe la Minuar se poursuit entre le Front patriotique rwandais (FPR) d'Alexis Kanyarengwé et les Forces armées rwandaises.

Collection Jean Jaurès



un conflit politique

Pourtant, ces dramatiques événements, abusivement réduits avec fatalisme et une certaine condescendance à "un conflit ethnique ancestral" entre Hutu majoritaires et Tutsi minoritaires, ont une logique politique, trop souvent dissimulée, sur laquelle peut se fonder une réelle solution. Faut-il rappeler à ce propos que Hutu et Tutsi ont une langue, une culture et un espace géographique et historique communs ?

Confronté à une offensive armée du FPR venue de l'Ouganda, le 1er octobre 1990, le président Habyarimana qui exerçait, depuis son coup d'Etat militaire de 1973, un pouvoir sans partage et ethniste (quotas dans les emplois publics ; refus de la citoyenneté rwandaise aux centaines de milliers de réfugiés à l'extérieur pour la plupart tutsi), ne dut son salut qu'à l'intervention prolongée des parachutistes français. Initialement envoyés pour l'évacuation de nos ressortissants, ils n'ont été relevés par la Minuar qu'à la fin 93. Jusque-là, la France, tout en jouant un rôle de facilitateur diplomatique, a maintenu un appui financier et militaire massif au régime en place.

Sauver l'accord d'Arusha

Les négociations engagées en août 1992 entre le gouvernement du Rwanda et le FPR ont abouti, un an plus tard, à l'accord d'Arusha. Il prévoit le retour sans condition des réfugiés, l'intégration des troupes du FPR dans l'armée nationale et la gendarmerie à hauteur de 40 %, et la mise en place d'un gouvernement et d'un parlement de transition dans lesquels tant le parti du président défunt et ses alliés, que les partis de l'opposition intérieure (intégrée à l'exécutif en avril 1992) et l'opposition extérieure armée (FPR) ne pourront avoir seuls une majorité. L'application de l'accord a été retardée par le général Habyarimana qui tentait de se constituer une majorité dans l'exécutif de transition en ralliant à lui des fractions de l'opposition intérieure (Mouvement démocratique républicain et Parti social-démocrate) et de les imposer au futur Premier ministre de transition, désigné à Arusha, Faustin Twagiramungu, président du MDR. Ayant miraculeusement échappé au massacre planifié par la garde présidentielle hutu de l'élite intellectuelle et politique hutu favorable à l'accord d'Arusha, comme le Premier ministre assassiné Agathe Uwilingiyimana, il est aujourd'hui l'homme-clef de la situation.

Dans ce pays surarmé, en premier lieu par Paris depuis la fin 90, les massacres de civils, Tutsi pour l'essentiel et opposants hutu, sont le fait de l'armée, mais aussi d'escadrons de la mort, des milices du MRDN, ancien parti unique, et de la coalition pour la défense de la république (extrémistes hutu) et de civils armés, ces dernières années, de façon systématique par les bourgmestres qui les jugeaient fidèles au général Habyarimana.

Formé le 8 avril, le gouvernement intérimaire regroupe des faucons de l'ancien régime et des éléments de l'opposition intérieure ralliés au président peu avant sa mort. Il n'a aucune légitimité au regard de l'accord d'Arusha et le FPR, désigné à tort comme "rebelle", ne peut accepter d'être écarté de l'exécutif comme il l'a été. Le FPR, dont le noyau militaire initial essentiellement tutsi servit dans l'armée ougandaise, a été rejoint par les Hutu victimes des purges du régime Habyarimana. Attaché à une idéologie nationale dépassant l'opposition Hutu/Tutsi malgré son image négative notamment liée au passé colonial, il est un élément incontournable d'un réglement politique durable au Rwanda.

Guy Labertit

EN BREF

Le groupe du Parti des socialistes européens du Parlement européen a présenté les 27 et 28 avril la charte socialiste des services publics. Le groupe demande aux instances européennes que le droit aux services publics soit reconnu lors de la révision du traité de Maastricht, en 1996, et qu'une charte européenne des services publics soit adoptée.

A Milan, le 23 avril, des milliers de personnes ont célébré dans les rues, à l'appel de la gauche, le 40e anniversaire de la libération de l'Italie et rappelé les fondements antifascistes de la République. Ironie de l'histoire, après les élections législatives de mars 1994, les néo-fascistes devraient participer au nouveau gouvernement, alors qu'on assiste à une tentative de banalisation voire d'exaltation du mussolinisme -inacceptable, comme le souligne Michel Rocard. Une pierre noire dans le jardin de l'Union européenne et un avertissement sur ce qui menace toujours les démocrates.

Les négociations israélo-palestiniennes se poursuivent toujours intensivement au Caire, à Moscou et à Damas. Ytzhak Rabin s'est rendu en Russie, première visite d'un chef de gouvernement israélien dans ce pays depuis 1948.

En Côte d'Ivoire, Abou Drahamane Sangaré, secrétaire général adjoint du Front populaire ivoirien, vient d'être condamné à trois ans de prison à la suite de la publication d'un article de presse. Le PS s'inquiète du durcissement de ce régime.

Limoges (et son agglomération)

180.000 habitants
Capitale régionale-Ville universitaire

recrute

2 agents de développement local

POUR RENFORCER SON ACTION SUR LES QUARTIERS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE SOCIALE URBAINE ET DU CONTRAT DE VILLE

Missions :
Sous l'autorité d'un Chef de projet "Politique de la Ville",
- participation à la conception et coordination des actions de quartiers,
- proposition et programmation financière liée au subventionnement des associations de quartiers,
- aide au montage de projets de dynamisation des actions locales,
- soutien logistique aux associations.

Profil :
- formation initiale supérieure : bac + 4 minimum,
- qualités relationnelles et de coordination,
- capacité d'ouverture et de dialogue,
- disponibilité et esprit d'initiative,
- sens du travail en équipe et aptitude à l'action de terrain.

Expérience : première expérience dans ce domaine souhaitée.
Conditions de recrutement : cadre statutaire de la fonction publique territoriale ou de l'Etat niveau catégorie A ou cadre contractuel.
Adressez votre dossier de candidature (demande manuscrite, lettre de motivation, curriculum-vitae et photo) à Monsieur Alain Rodet, Maire de Limoges, Député de la Haute-Vienne, Hôtel de Ville, Place Léon-Betoulle, 87031 Limoges cedex.
Avant le 10 mai 1994.
Pour tous renseignements : 55 45 60 34 ou 55 45 60 31.

District de Marquise (Pas-de-Calais)

19.780 habitants

recrute

Secrétaire Général Attaché territorial

Mission :
- administration générale,
- développement économique,
- communication.

Rémunération :
- selon les conditions statutaires,
- régime indemnitaire, avantages liés à la fonction.

Poste à pourvoir au 1er juin 1994.
Adresser lettre et CV détaillé à Monsieur le Président du District - Hôtel de Ville - 62250 Marquise.

Le Bistrot Blanc

Bruno Borni fut chef saucier à la Tour d'Argent.

Chez lui, vous pourrez goûter, entre autres spécialités : ravioles de brousse, filets de rougets en tapenade, pieds-paquets.
Cuisine et ambiance du Midi, à des prix abordables.

Menu déjeuner et dîner : 85 F (une entrée et un plat). Carte : environ 250 F.

52, rue Blanche - Paris 9ème
Tél. : 42 85 05 30
(fermé le samedi et le dimanche)

Vous recrutez

PASSEZ VOS ANNONCES DANS "VENDREDI"

☎ 45 56 78 57

EMPLOI

Ex-attaché parlementaire, cycle perf. ENA, form. économie sociale, exp. coll. locales, dév. éco-soc. cult. Ch. urgent poste dir. cab., chargé de mission, dir. gest. communication, relat. pub. Libre rapidement.
(16) 96 70 34 49 (rép.)

JH, dégagé oblig. militaires, diplômé en gestion d'entreprise et commerce international (bac + 5). Nomb. exp. prof. France et étranger. (1) 47 24 18 79

Je réalise votre décor original et personnel dans votre intérieur (tableaux, luminaires, objets divers). Prix très intéressants. M. Barreau. (1) 42 28 43 67

IMMOBILIER

Epinay-sur-Seine (93). Beau 4 pièces (84 m2). 5 mn à pied RER, ts commerces, crèche, école primaire, collège, lycée à prox. Calme, ensoleillé sur parc, vue panoramique. Accès imm. par digicode, gardien. Parfait état, cave et parking en ss-sol. 650.000 F. (1) 48 41 73 48 ou (1) 32 30 28 83

A 1h45 de Paris, vends pavillon F6 sur 600 m2. Quartier calme. St-Florentin (89600). Rens. au (16) 50 27 50 34 (ap. 20h)

St-Cloud. Vds chambre 11 m2 sur jardin. Conviendrait étudiant. 170.000 F. Parking sous l'immeuble 70.000 F. Lycée, bus, gare. (1) 42 52 84 60

Massif de l'Oisans, 40 km Grenoble, Alpes du Grand Serre (direction Alpe d'Huez). Station été-hiver, 1.400 m. Châlet bois tt confort, 7 couchages, cheminée. 470.000 F meublé (peut être vendu non-meublé). Prix à débattre. (16) 76 22 26 61(HR)

Vds centre de vacances à Concoules (Gard). Equipé sur terrain clôturé. S'adresser à : Amicale Laïque - bd Joliot-Curie - 13160 Châteaurenard. (16) 90 94 01 08

Oye Plage (62). Cause décès, vds grande maison (4.000 m2 terrain). Valeur : 100 U, vendue : 70 U. Séjour, cuis., 4 ch., 2 S de B, 2 WC. Feu bois + chauff. électrique + app. chauff. "brûle-tout". Menuis. alu., doubles vitrages. Entre mer et campagne. (1) 28 69 42 16

AUTOS MOTOS

Vds R 19 TXE 1989, options DA, radio stéréo 4x6W, glaces teintées, lève-glaces élec., bleue lumière métallisée. 70.000 km. TBE. 35.000 F. (1) 46 51 93 58

VACANCES

Golfe de St-Tropez, centre Ste-Maxime. Plage de sable fin à 50 m. Studios confortables, 2/3 pers. Semaine, quinzaine, mois. (16) 94 49 07 95/(1) 42 22 08 63

C. Azur, Cap d'Ail / Monaco. Rés. P. &V. ***, vue magnifique. Part. loue à la semaine 2 P (4/5 pers.), tt confort, piscine commune. Du 23/7 au 13/8. Prix à déb. (1) 69 07 85 87

Cabourg, Calvados. Loue en août 2 pièces, 50 m de la mer, possib. enfants.
(16) 42 24 50 11 (le soir)

Votre petite annonce dans "Vendredi". 120 F le passage, 200 F les 2.

36 Bas Berry, pays de George Sand, loue maison tout confort, 5 personnes, de juin à septembre. (16) 54 30 20 96

A louer Sainte-Maxime, studio confort, 1er étage ascenseur, plein sud, grand balcon. 500 m plage sable et commerces, parking privé. (16) 94 43 72 44

La Ciotat-Plage, loue F3 plain-pied, tt confort, terrasse, jardinet clos, parking privé, 300 m de la mer. 1.500 à 2.400 F par semaine.
(16) 76 24 70 58

Portugal, 50 km de Lisbonne, loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique. Bord de mer. (16) 53 40 92 01

39150 Saint-Pierre, altitude 900 m. Découvrez le Jura en toutes saisons en privilégiant un séjour à l'hôtel "La Forêt", 2 étoiles. Documentation sur demande. (16) 84 60 12 86

"La Rochelle, Marais Poitevin. Camping en ferme d'accueil. Loue caravane, WE, semaine. Jeux, vélo, chevaux, table d'hôte. Tél. : (16) 46 01 82 98 / Fax : (16) 46 01 82 99

Danemark. loue confortables chalets sur la riviéra danoise. Situation tranquille. A seulement 10 h de Paris.
(16) 53 40 92 00

Montpellier, 15 km ouest, 10 km mer. Grande maison 280 m2, 5 chambres, 2 bains, jardin, poss. tennis. 10.000 F la quinzaine, juillet - août. (16) 67 85 43 76

DIVERS

AV Longaire, 28 m, avec 15.000 m2 de terrain. Conviendrait a éleveur de chevaux ou gîte rural. situé à 7 km de Lamballe et Pléneuf. Val André. (16) 96 72 36 24

Cherche table ronde chêne, rustique, pied central.
(1) 47 33 11 89 (ap. 19h)

Achète "Entretiens sur le socialisme en Espagne" de Pierre Guidoni et Felipe Gonzalez. Paris, Tema, 1976. (1) 42 51 32 45 (rép.)

Vds coll. reliée du bulletin "DA-A Gauche". Année 83 (n° 131) à année 92 (n° 446). Pour ts rens. : tél. au (1) 60 11 80 10 ou écrire à "DA-A Gauche" BP n° 7 91301 Massy

PASSEZ VOS PETITES ANNONCES DANS "VENDREDI"

NOS TARIFS 94 :

le module : 2.000 F HT
1/12e de page : 3.500 F HT
1/6e de page : 6.000 F HT
1/4 de page : 10.000 F HT

Adressez votre annonce accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi" à : "Vendredi" Annonces
10 rue Solferino, 75007 Paris
Tél.: (1) 45 56 78 57 / 78 56
Fax : (1) 45 51 47 03

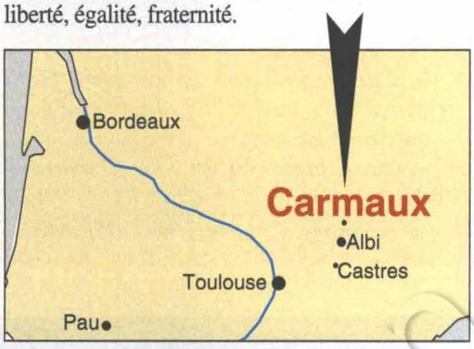
Faites un geste pour redonner la parole à JAURÈS !

Il y a 80 ans, le 31 juillet 1914, la voix de Jean Jaurès s'éteignait tragiquement au café du Croissant, à Paris.

D'une balle de revolver, son assassin faisait taire l'homme qui voulait empêcher la guerre.
"Ils ont tué Jaurès", lisait-on le lendemain dans la presse. Mais la parole d'un personnage de cette importance ne meurt jamais.
Son immense action, ses idées fortes font toujours bouger le monde.
Ses discours sont encore repris par tous ceux qui, quelle que soit leur sensibilité politique, défendent paix et liberté.
Le tribun Jaurès n'est pas seulement un "grand homme" au Panthéon, un nom que la "patrie reconnaissante" a donné à des milliers d'avenues, de rues et d'écoles. C'est avant tout le républicain épris de justice sociale, le fondateur du journal "l'Humanité", le précurseur de l'Europe unifiée, le pourfendeur des préjugés racistes et intégristes.

C'est pourquoi un vibrant hommage va lui être rendu du 2 au 7 août sur sa terre natale, le Tarn, dont il fut député.

Un spectacle-évènement (théâtre, cinéma, musique, effets spéciaux) conçu par *Alain Decaux*, autour du site minier de Carmaux. *Claude Moreau* met en scène le combat de Jaurès, sa vie parlementaire, son attachement aux libertés publiques, ses positions pour une nouvelle laïcité, enfin son patriotisme ouvert aux valeurs universelles de la République Française : liberté, égalité, fraternité.



Pour ce grand spectacle, qui sera filmé par Serge Moati et retransmis sur France 3, la population de Carmaux et de ses environs a été mobilisée.

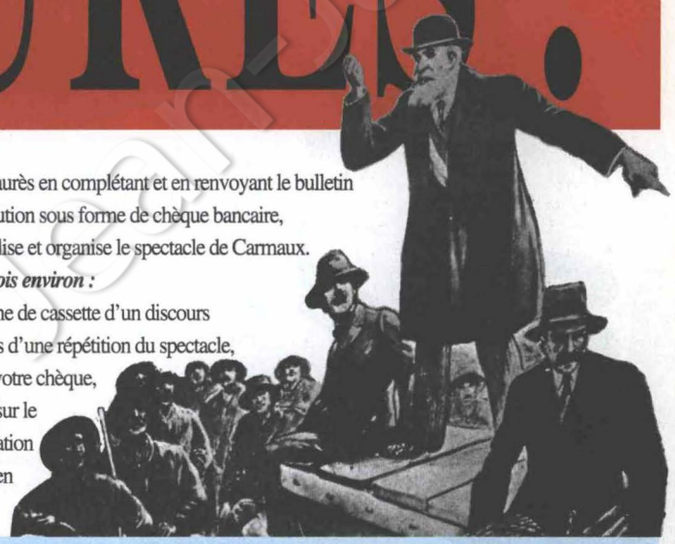
Autour de comédiens professionnels, 250 bénévoles ont commencé à répéter leur rôle. Depuis des mois, *Paul Quilès*, député du Tarn, rassemble les énergies, convainc des partenaires. Beaucoup de grandes entreprises, nationales ou régionales, ont déjà accepté de soutenir la manifestation.

Association "Pays de Jaurès"
33, rue Sainte-Barbe, 81400 Carmaux.



En cadeau, la cassette-souvenir.

Quel que soit le montant de votre participation financière au spectacle de Carmaux, nous vous offrons un extrait de 30 minutes d'un discours de Jaurès enregistré par un comédien lors d'une répétition. *Une sympathique façon de vous remercier... en joignant la parole au geste !*



Un geste de votre part serait bienvenu.

Vous redonnerez ainsi la parole à Jean Jaurès en complétant et en renvoyant le bulletin ci-dessous accompagné de votre contribution sous forme de chèque bancaire, à l'Association "Pays de Jaurès", qui réalise et organise le spectacle de Carmaux.

Vous êtes assuré de recevoir d'ici un mois environ :

- un cadeau-souvenir original sous forme de cassette d'un discours de Jaurès enregistré par un comédien lors d'une répétition du spectacle,
- le reçu correspondant au montant de votre chèque,
- enfin, si vous cochez la case spéciale sur le bulletin-réponse, un formulaire de réservation prioritaire pour le spectacle de Carmaux en août prochain (six représentations).



Du 2 au 7 août 1994, 5 000 spectateurs prendront place chaque soir sur le site exceptionnel "La Grande Découverte", immense mine à ciel ouvert, devant plusieurs grands tableaux successifs comme la construction de la Verrerie ouvrière d'Albi, la Chambre des Députés, ou encore les élections de 1902 et l'approche de la Grande Guerre.

Bulletin de participation à compléter et à renvoyer sous enveloppe à : Association "Pays de Jaurès" 33, rue Sainte-Barbe, 81400 Carmaux

Je souhaite participer financièrement à l'organisation du spectacle intitulé "Ils ont tué Jaurès" qui se jouera à Carmaux début août.
Faites-moi parvenir, dès qu'elle sera réalisée, la cassette-souvenir d'un discours de Jaurès enregistré par un comédien pendant une répétition du spectacle, ainsi qu'un reçu d'un montant de :

❑ 100 F ❑ 300 F ❑ 500 F ❑ .....F

(libellez votre chèque à l'ordre de l'Association "Pays de Jaurès").

❑ J'envisage d'assister début août au spectacle de Carmaux.
Envoyez-moi, sans engagement de ma part, un formulaire de réservation prioritaire.

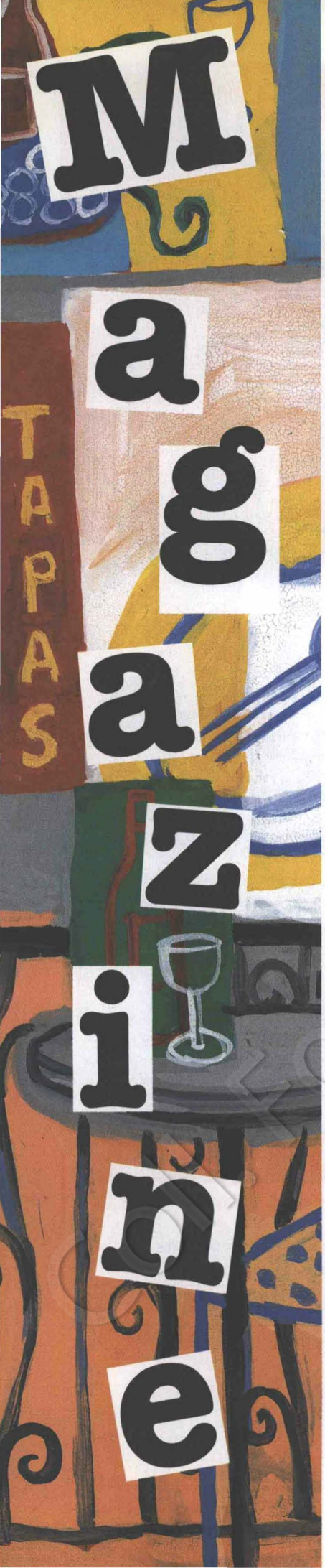
NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL : | | | | | |

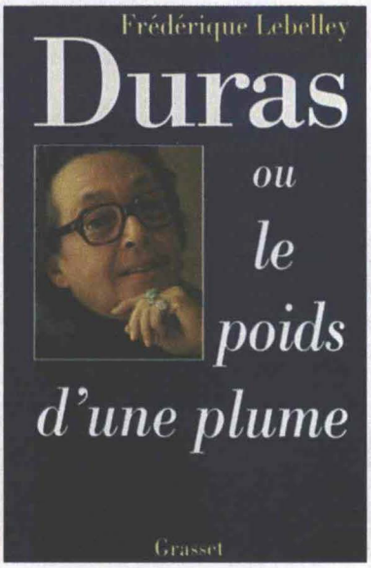
NO

Fondation Jaurès



Livres

Duras, le mausolée



Singulier cadeau d'anniversaire, en vérité ! Pour le jubilé littéraire de Marguerite Duras on eût imaginé des "Mélanges" en son honneur, genre consacré, hommage en forme de recueil de témoignages et de textes émanant de ceux et celles qui la connaissent, ont travaillé avec elle, l'ont croisée un jour et sont restés sous le charme de ce regard à la fois pénétrant et félinement asiatique.

Or c'est une biographie qui nous est donnée. Travail fouillé sans doute, mais qui, peut-être, manque du recul nécessaire pour produire autre chose qu'un itinéraire en forme de paraphrase. Tout est dit, tous les instants-clés sont développés : l'enfance dans l'Indochine coloniale, la passivité première au début de Vichy, l'entrée en Résistance, le bout de chemin communiste, la révolte, l'obsession des camps de la mort, les colères... sublimes... forcément !

Mais cette vérité n'est pas éclairée de l'intérieur, il y manque cette sorte de complicité critique, cette insolente connivence qui illuminent les vraies accordailles.

Ce récit, scolairement linéaire, ressemble à ces reproductions léchées et mornes auxquelles on ne peut reprocher le manque de travail ou d'application, l'absence de précision ou l'inexactitude des teintes, mais qui n'éveillent pas cette levée d'émotion que l'œuvre elle-même suscite.

Peut-être l'exercice biographique est-il simplement impossible du vivant du personnage qu'on entend présenter ?

Cette précipitation a quelque chose de l'impatience enfantine qui ne sait pas que le temps, seul, donne aux êtres et aux événements leur vraie dimension.

La vie d'un écrivain comme Duras s'exprime d'abord, s'exprime surtout à travers son œuvre, romanesque, théâtrale et cinématographique. C'est là seulement qu'on atteint la nappe profonde, le magma phréatique, et non dans la dimension anecdotique d'une quotidienneté, fût-elle aventureuse.

Marguerite Duras déclarait à l'auteur de l'ouvrage, venue solliciter son aval, "J'en ai rien à faire des biographies écrites sur moi. Mes livres devraient suffire."

Que n'a-t-elle été écoutée !

Françoise Roby

"Duras ou le poids d'une plume", Frédérique Lebelley, Grasset, 350 p., 128 F.

A mots re-découverts

Un ***niais*** pourrait se tenir sur le ***dôme*** de la ***coupole*** sous laquelle un ***liseron oiseux*** et ***gauche***, issu probablement d'un ***milieu païen***, cheveu ***alezan***, œil ***glauque*** et légère ***taroupe*** sur la ***glabelle***, rêverait de sentiers ***graveleux*** où chasser des ***solitaires*** qu'il se voyait déjà ***saupoudrer*** et mettre au ***calme***. Ah, le ***plaisir*** de leur ***tendresse*** !...

Ce ***texticule*** pour démontrer que la ***propreté*** des mots, ça peut être ***le pied*** et que les propos de l'écrivain -***sexagénaire*** (?)-, peuvent être ***entendus*** par le ***cerveau*** des ***garçons*** comme par la cervelle des ***garces***.

Si vous ***appréhendez*** de ne pas tout ***appréhender***, ne vous ***offusquez*** pas comme un soleil ***obnubilé***. Lisez ! V.G.

Michel Tournier, "Le pied de la lettre - trois cents mots propres", Mercure de France, 176 p., 89 F.

Sciences

Les scientifiques, des maîtres étalons de la vérité ?

Détrompons-nous. La science est une perpétuelle recherche où la vérité d'un jour est déjà en devenir vers celle de demain. Mais si la vérité est multiple et évolutive, l'erreur est une, cernable, quantifiable, qualifiable et, avec le recul, souvent drôle quand elle est commise et défendue par les plus grands penseurs. Sans que cela n'entache en rien la valeur de leurs découvertes, adonnons-nous au petit plaisir un rien sadique d'énumérer leurs bévues. Après tout, il n'y a que ceux qui ne pensent pas qui ne se trompent jamais !

Jean-Pierre Lentin, "Je pense donc je me trompe", Albin Michel, 230 p., 89 F.

Et en format poche...

Non, le monde n'est pas né, comme le prétendait Kepler, le 27 avril 4977 avant Jésus Christ. D'éminents chercheurs se penchent encore sur la question... et les conclusions demeurent pour demain. De mise au point en mise au point, on relance au moins la spéculation. Un solide tour de la question.

Robert Shapiro, "L'origine de la vie", Champs/Flammarion, 426 p.

Sur le même sujet, moins exhaustif mais plus accessible, dans une collection adaptée à l'apprenti néophyte.

François Raulin, "La vie dans le cosmos", Dominos/Flammarion, 128 p.

Domestiquer le désordre, rêve des ménagères... et des physiciens. Le chaos est à la mode parmi les chercheurs. Et pour cause ! Les adeptes de la raison ne peuvent avoir de cesse que d'emprisonner le hasard dans ses filets. Encore un os à ronger pendant un bon bout de temps...

David Ruelle, "Hasard et chaos", Points Odile Jacob/Seuil, 246 p.

Et si on s'attaquait à la raison elle-même ? Comment fonctionne au juste un cerveau ? Pas de doute nous avons une conscience. Mais en avons-nous réellement conscience ?

Gerald M. Edelman, "Biologie de la conscience", Points Odile Jacob/Seuil, 441 p.

Vanda Gervasio

COUPS DE CŒUR

● ***Le 21 avril 1944, il y a tout juste cinquante ans, les Françaises obtenaient leurs droits de citoyennes, en devenant électrices et éligibles. Pourtant, c'est en 1848 que le suffrage universel était officiellement proclamé, presqu'un siècle avant ! C'est cette lutte pour l'égalité politique des femmes et des hommes que retrace l'exposition présentée par l'association "Vive 91". En 27 panneaux émaillés de citations, elle fait vivre les interventions de féministes comme Olympe de Gouges, Flora Tristan, Louise Michel, Louise Weiss et tant d'autres dont les noms aujourd'hui son trop souvent ignorés. Elle montre comment l'idée égalitaire fait lentement son chemin, plaçant la France loin du peloton de tête des pays qui, pour certains, accordèrent dès la fin du XIXe leurs droits politiques aux femmes. Cette victoire tardive n'a pas, pour autant, permis le partage égalitaire du pouvoir entre les sexes. Les femmes représentent chez nous 53 % des électeurs et seulement 5,4 % des députés, quand elles sont 33 % à siéger au Parlement du Danemark. L'idée de parité dans les assemblées élues fait cependant son chemin en France. L'histoire de l'égalité des hommes et des femmes en politique s'écrit encore aujourd'hui pour demain. Cette exposition intitulée "Aux armes citoyennes !" est disponible.***

Pour tout renseignement : "Vive 91", 108 rue H. Barbusse, 93300 Aubervilliers. Tél : 48 33 17 89.

● ***"Paroles de femmes" met en scène trois femmes de condition populaire, prises aux pièges de leur entourage castrateur. La parole est libératrice, elles expriment donc leurs angoisses, leurs révoltes, leurs contradictions et leurs aspirations. Ce spectacle est né du désir de Gilda Bittoun de réunir deux textes de Dario Fo et Franca Rame, extraits du recueil "Orgasme adulte échappé du zoo". Le regard porté sur ces femmes est drôle, tendre et émouvant. Le rire suscité est cruel, il se nourrit du grotesque et de l'absurdité des situations. Un portrait plus vrai que nature d'un quotidien caricatural.***

Théâtre 13, 24 rue Daviel, Paris. Tél : 45 88 16 30. Du 3 au 7 mai à 20 h 30.

Cinéma

"M. Butterfly", tragique ambiguïté



René Callimard, comptable à l'Ambassade de Pékin, tombe amoureux de la diva chinoise Song Liling, dont l'interprétation de "Madame Butterfly" l'a bouleversé. Farouche, elle se dérobe tout d'abord, puis cède... sans jamais se dévêtir. Situation ambiguë, puisqu'il est de tradition, dans l'opéra chinois, que le rôle de la diva soit interprété par un acteur travesti. A l'encontre du spectateur qui n'est pas dupe, Callimard, pour assouvir son fantasme, refuse de voir la réalité. Et l'admirable, c'est que ce personnage mystifié est plausible. Il faut dire que Jeremy Irons (Callimard), passé maître dans l'art de l'ambivalence, est l'interprète idéal. Quant à John Lone (Song) il possède toute la subtilité nécessaire au rôle très difficile de la diva.

David Cronenberg, le metteur en scène du" Festin nu", et de "Faux semblants" a toujours été à l'aise dans cet univers obsessionnel. "Cronenberg nous parle de ce continent inconnu qui est à l'intérieur de nous-mêmes, que nous connaissons à peine et que nous ne contrôlons absolument pas."(1). "M. Butterfly" illustre l'impossibilité, pour un être humain, de connaître réellement ses semblables. Chacun de nous se forge sa propre image de l'être aimé. Un thème universel.

Claude Polak

(1) "David Cronenberg", par Serge Grünberg, Ed. Cahiers du Cinéma, 1992.

A voir également

"Déjà s'envole la fleur maigre" met en scène la première journée d'une famille d'immigrants siciliens dans le Borinage belge. Ce film-météore, unique et inclassable, tourné en 1960 par Paul Meyer, œuvre lyrique sur le chômage et la dignité humaine, occultée pendant trente ans, nombreuses fois primée, sort enfin en salle.

Télé

Silence, on massacre

Une paisible bourgade nichée dans une campagne verdoyante. L'image revenait, insistante, provocante, aux infos de toutes les chaînes. Gorazde, havre de paix. Gorazde aux mains des Serbes, ghetto pilonné par un obus toutes les vingt secondes, lieu d'une "catastrophe humaine majeure", selon le général Rose. Décalage stupéfiant entre l'image et le commentaire. Une image délivrée par les Serbes, la seule qui nous soit montrée en ces jours de désolation. Il n'y avait pas de journalistes là-bas. Il n'y en aura bientôt plus dans toute la Bosnie, leurs cartes d'accréditation leur étant reprises une à une par les Serbes. Un massacre invisible et silencieux est facile à digérer. Pas de sang ni de corps mutilés : une pure abstraction. Peu avant, le 16 avril, la chaîne câblée Planète nous invitait à "Une journée dans le ghetto de Varsovie". Le 19 septembre 1941, un officier allemand avait pris l'horreur en photo. Images fixes, diffusées cinquante-trois ans plus tard. Pas plus que celui de Gorazde, le massacre qui allait suivre n'avait ému le monde libre. "Le monde nous abandonne", disait-on hier à Varsovie comme aujourd'hui à Sarajevo où des milliers de manifestants nous ont jeté notre lâcheté à la gueule.

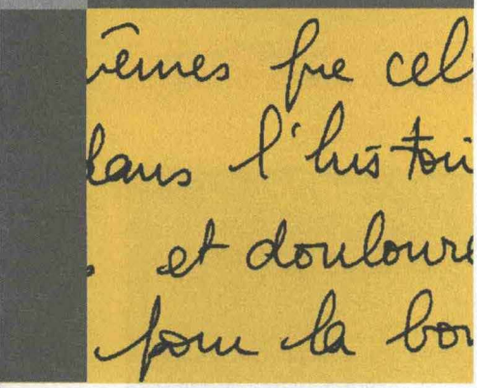
Evelyne Le Garrec

"Varda par Agnès"

Superbement illustré par des photographies de famille, de tournage et de vie quotidienne, ce grand livre d'Agnès comblera les plus exigeants. D'abord un abécédaire, de A comme Agnès à Z comme Zamis. Puis une promenade à travers ses films depuis la "Pointe courte" jusqu'à ces "Cent et une nuits" qu'elle prépare pour le centenaire du cinéma. Et des portraits-souvenirs de Depardieu, Signoret, Deneuve, Bonnaire ou Birkin. Texte écrit par Agnès Varda, avec son humour coutumier, mêlé d'un peu de nostalgie. Filmographie complète et illustrée.

Cahiers du Cinéma, 285 p., 250 F.

Fondation Jean-Jaurès



De commémoration en réconciliation...

Vous commémorez quoi, camarades ? Notre malaise est grand. Nous, Françaises et Français qui vivons en Allemagne depuis parfois dix ou vingt ans, nous qui côtoyons quotidiennement ami(e)s et collègues de travail, binationaux, élèves, enseignants, milieux politiques, culturels ou autres, nous qui avons appris à bien connaître et apprécier notre pays d'accueil, nous qui nous sommes engagés aux côtés de nos camarades sociaux-démocrates dans la construction de l'Europe de demain, de celle qui regarde vers l'avenir en refusant de se cantonner dans la nostalgie figée du passé, oui notre malaise est grand devant les élucubrations pseudo historico-politico-intellectuelles de toutes ces personnalités françaises, décorées ou non, souvent fort respectables, qui commémoreront e n grande pompe (...) le cinquantenaire du débarquement de juin 1944. En oubliant qu'il serait enfin temps de célébrer la victoire sur le fascisme et l'ère de réconciliation franco-allemande qui s'est ouverte depuis 1945. Ensemble.

(...) Il ne s'agit pas pour nous de vouloir réécrire l'histoire ou de relativiser les horreurs perpétrées au nom de la folie meurtrière d'une bande de malades dangereux. Mais mettons simplement les choses au clair. Tous les Allemands n'étaient pas des nazis, la "liste de Schindler" n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres bien plus courageux encore. Tous les Français n'étaient pas des résistants. Loin de là. Vichy a existé, la milice aussi. Sachons assumer notre Histoire et aller de l'avant !

Notre malaise est grand car l'attitude dédaigneuse de la France risque d'exacerber les cervelles fêlées des nazillons de nos sociétés.

Le geste le plus digne de notre histoire récente n'a-t-il pas été celui de Willy Brandt à genoux en Pologne ?

Ayons le courage -nous, socialistes- de poursuivre dans la voie de la réconciliation ! ■

Jacqueline Deloffre
Berlin

...de réconciliation en commémoration

Mes souvenirs d'adolescence ne sont faits que de peurs, de froid, de faim. Le 5 février 1942, lorsque la Gestapo et la Waffen SS sont venues arrêter mon résistant de père, j'étais assis sur le poêle de la cuisine captant les restes de chaleur que cet ustensile pouvait encore donner car il avait d'abord cuit les deux betteraves à vache, seule nourriture que ma mère avait trouvée pour nous nourrir tous les six en ce jeudi sans cantine. (...) Cinquante ans après, mes insomnies sont peuplées de ces visages, de ces corps des camarades de mon âge fauchés par la guerre. Cette guerre, des hommes ordinaires l'avaient voulue.

Les hasards de la vie militaire m'ont affecté, pour faire mon service militaire, en Allemagne. J'étais heureux, j'avais ma revanche. (...) Un soir, après une longue marche quelque part entre Donanchingen et Setten, nous bivouaquions dans un village. J'étais sous-officier. Avec un autre camarade, nous logions chez l'habitant. (...) Nous prenions notre repas à table dans une pièce sombre, guettés par une petite vieille assise dans son coin. L'ambiance était pesante. Je fis part de mon impression à mon camarade qui me demanda de bien regarder les murs. Chacun supportait une grande photo d'un militaire en casquette. Les cadres portaient une cravate noire. Nous avons posé la question, évidente, à la vieille dame. ..."Mes fils."

Depuis ce jour j'ai mieux compris que l'horreur de la guerre avait existé aussi ici et je n'ai plus eu la même démarche vis-à-vis des Allemands. Ma haine de la guerre et ma volonté de réconciliation vont de pair. Je suis heureux que l'Europe se construise et j'espère que vous, les jeunes, saurez construire ces Etats-Unis d'Europe que vous préconisez. Mais permettez-nous de nous souvenir. (...) Et si nous devons fêter ensemble la réconciliation, que cela soit le 8 mai 1995, pour fêter la défaite du nazisme, ce nationalisme porteur d'intolérance. Mais laissez-nous notre 6 juin. ■

Xavier Accard
(33) Ouistreham

Proposez-nous du neuf !

Les jeunes des banlieues n'attendent qu'une occasion -comme je les comprends- pour casser et piller. Tous les jeunes, voyant le futur s'écrouler devant eux, même avec des diplômes, sont submergés par le désespoir et la haine. Nous sommes au bord de l'explosion et de la désintégration sociale. Et pendant ce temps, que fait-on de sérieux à droite comme à gauche ? (...) Il est terrible, ce silence général. On ne sait que dire : la reprise a commencé aux USA, elle arrive ! Quelle belle poudre aux yeux ! Et puis, il y a les élections, surtout la présidentielle. Quelle belle occasion de parler d'autre chose !

Martine Aubry nous dit que la présidentielle est encore gagnable, mais il faudrait un projet. Quel projet avons-nous, par exemple, sur le chômage ?

(...) Tout est encore possible. Même au point de vue mondial, les idées commencent à bouger, mais il faut faire vite. Il faut vite une gauche en état d'offrir une alternative. (...) ■

F. Tain
(38) Grenoble

Productivité contrôlée

Je suis stupéfait de constater l'absence totale de projet et même de point de vue sur la protection sociale et en particulier la sécurité sociale, que ce soit dans "Vendredi" ou dans les divers textes qui nous sont soumis (le plus récent exemple étant celui sur l'Europe où le chapitre consacré à l'Europe sociale se limite strictement à décrire quelques mesures sur la législation du travail).

(...) Pour élaborer un projet conforme au principe de solidarité et compatible avec la réalité, je pense que l'on peut faire les constatations suivantes : au sein du PS, il existe certainement des politiques courageux, des professionnels de la protection sociale, des professionnels de la santé, des économistes capables de réaliser des "simulations" ou des chiffrages de projet, des personnes motivées par le sujet, des juristes à l'esprit ouvert ; en France, il existe des moyens de communiquer sans déplacer des foules (courrier, téléphone, fax...). Je propose donc que se constitue un groupe de travail de propositions, avec les moyens humains et matériels énoncés ci-dessus, accompagnés par une coordination nationale pour veiller à la productivité de ce groupe. A défaut, il me paraît indispensable d'assurer le minimum, c'est-à-dire de dénoncer clairement les projets issus de la majorité parlementaire actuelle. N'attendons pas que ces projets se concrétisent pour aller manifester. ■

Daniel Guillaume
(42) St-Etienne

République espagnole

Souvenirs d'une République tombée dans l'oubli, dont le 14 avril 1994 était le 63e anniversaire. Je veux parler de la République espagnole proclamée le 14 avril 1931. Une république née après 8 années de dictature du général Primo de Ribera sous le couvert du monarque Alfonse XIII. Le peuple espagnol, sans effusion de sang, a accueilli la république dans un élan de liberté et d'allégresse. (...) Je marchais, malgré mes onze ans, aux côtés de mon père, brandissant le drapeau républicain et chantant l'Internationale et surtout la Marseillaise car, pour nous, l'hymne français était l'espérance et la liberté.

L'erreur de cette jeune république a été que les responsables ont laissé toutes les structures de l'Etat sans changement. (...) Nous, les démocrates, sommes toujours trop indulgents et, en ce qui concerne la République espagnole, cinq années après, soit le 19 juillet 1936, ces généraux que la république avait gardés se sont révoltés pour la détruire. (...) Nous sommes encore quelques rescapés de cette journée du 14 avril 1931 et, tant que nous vivrons, elle restera un symbole de la liberté pour les générations futures. ■

Raymond Pla
(36) Châteauroux

A Jules Beneton

Rue de Solferino ou au Groupe socialiste de l'Assemblée, tout le monde l'appelait Jules. Et chacun se rappelle son œil malicieux et son sourire généreux. Il nous a quittés le 12 avril, à 76 ans. Un hommage lui a été rendu le 23 avril au siège du PS en présence d'une nombreuse assistance. Deux anciens ministres, Louis Mexandeau et Lionel Jospin ont envoyé des messages.

Depuis 1978, Jules menait une activité quasi-permanente au sein des différentes équipes nationales du secteur éducation. Il était la cheville ouvrière de la revue "Ecole et Socialisme". Il était même devenu vice-président de l'Amicale des assistants parlementaires.

Au travail dès l'âge de 13 ans, il devint ouvrier professionnel hautement qualifié, puis professeur de lycée professionnel. Militant syndical et politique, cet autodidacte a acquis une rare compétence dans les domaines de la formation permanente, des rapports entre l'école et l'entreprise. Nombreux sont ceux qui garderont de lui l'image du socialiste de conviction, au caractère parfois rugueux mais toujours attachant, qui a servi le Parti sans jamais chercher à se servir de lui.



Laure Adler

Productrice de radio et de télévision, elle a été conseillère aux Affaires culturelles à l'Elysée. Historienne du XIXe siècle, Laure Adler évoque la longue marche des femmes vers la politique, depuis la Révolution jusqu'au droit de vote. Aujourd'hui les femmes traversent une période de régression en politique, mais les hommes, ayant perdu une grande part de leur crédibilité, vont avoir besoin d'elles.

"Les femmes politiques" (1) sortent en collection de poche. Pourquoi avez-vous écrit ce livre ?

Parce que j'avais vécu une double expérience. En tant qu'historienne du XIXe siècle, spécialisée dans les mouvements de femmes, je m'étais aperçue que certaines d'entre elles s'étaient montrées extrêmement courageuses à chaque fois qu'il y avait eu une période de révolution ou de combat politique à mener, mais qu'on les avait vite oubliées. J'avais fait une thèse d'histoire sur les femmes utopistes qui avaient créé la première presse féministe en France. Issues notamment des mouvements saint-simoniens, elles avaient fait un vrai travail de propagande pour l'égalité politique et civile avec les hommes. D'autre part, lorsque j'étais à l'Elysée, j'avais rencontré des femmes qui étaient devenues mes collègues, comme Elisabeth Guigou, Ségolène Royal ou Frédérique Bredin. Je trouvais qu'elles, et bien d'autres, menaient un combat très digne, très courageux. J'ai voulu qu'on parle d'elles.

> En 1789 les femmes descendirent dans la rue. Elles ont très vite demandé que les droits de l'homme et du citoyen soient aussi les droits de la femme.

Comment s'est déroulée cette longue marche des femmes vers la politique ?

A chaque fois qu'elles ont pu dire leur mot sur les affaires de la cité, elles ont essayé de surgir sur cette scène. Tout le monde sait qu'en 1789 les femmes descendirent dans la rue. Elles ont très vite demandé que les droits de l'homme et du citoyen soient aussi les droits de la femme. Les clubs de femmes ont prospéré, la parole y était libre. Mais les hommes, y compris les plus révolutionnaires d'entre eux, ont craint leurs débordements. Puis le code Napoléon leur a interdit toute possibilité d'accession à une parole politique et les a littéralement remises en esclavage. La révolution de 1848 a été un moment fondateur puisqu'elles se sont structurées, ont organisé leur presse et essayé de présenter des femmes comme candidates aux élections. Ensuite, il y a la Commune et, là aussi, plus à titre individuel que collectif, elles ont manifesté leur courage dans la rue, sur les barricades et dans les luttes politiques. Lors de la IIIe, puis de la IVe République, des mouvements de femmes, tous partis confondus, aussi bien le féminisme bourgeois que révolutionnaire, ont tenté, parfois de façon unitaire, de faire entendre leur voix. 1914 a été la grande occasion manquée, parce que le féminisme français était très important, très structuré, très unitaire. Cette année aurait pu être l'année des droits civils et civiques de la femme. Mais ce fut celle de la guerre.

La période de la Résistance a constitué le point de rupture, puisqu'elles avaient été, encore une fois, extrêmement courageuses. A l'aube de la Libération, le général de Gaulle a synthétisé l'aspiration de tous, à savoir qu'il eût été indécent que les femmes ne puissent pas avoir le même rôle que les hommes en politique. Elles sont donc devenues électrices et éligibles.

Aujourd'hui, comment faire pour que les femmes soient traitées, en politique, à l'égal des hommes ?

J'ai l'impression qu'en ce moment on vit la période la plus noire et la plus difficile pour les femmes. On est dans une époque de régression de leur nombre à l'Assemblée nationale, par rapport aux chiffres des Assemblées d'après la Libération. Et comme elles sont très peu nombreuses, les femmes n'arrivent pas à produire un discours collectif et ont du mal à se faire entendre. Elles le font individuellement, car être une femme, en politique peut être un atout. Puisqu'il y en a si peu, on les écoute de temps en temps. Mais il faut beaucoup de courage physique, intellectuel, de détermination et d'opiniâtreté. Pourtant, dans un avenir, à mon avis assez proche, nous pouvons être optimistes, car les hommes politiques sont de plus en plus débranchés de la réalité. De plus en plus engoncés dans une langue de bois idéologique qui n'atteint plus le peuple. De plus en plus abîmés dans des luttes et dans des rivalités intestines. Je ne dis pas que les femmes ont la possibilité d'éviter tous les péchés, mais il n'empêche que quand une femme surgit dans le monde politique, généralement elle ne se complaît pas dans les luttes internes et s'exprime sincèrement et sans détour. De manière assez pragmatique, elle veut faire aboutir des dossiers et ne parle pas la langue de bois. Donc on l'écoute davantage. Ainsi les hommes vont être dans l'obligation, pour redonner de la crédibilité au discours politique, de faire de plus en plus appel à des femmes. Paraphrasant Aragon, on peut dire que la femme est l'avenir de la politique.

Comment concevez-vous "Les Brûlures de l'Histoire", cette émission dont vous êtes la productrice, avec Patrick Rotman ?

Comme une tentative de restituer, le plus rigoureusement et le plus scientifiquement possible, des périodes ou des événements qui ont marqué notre identité. C'est une tentative d'élucidation de notre passé pour mieux comprendre notre présent. Ce n'est pas l'histoire des rois et des reines, ni l'histoire institutionnelle, ce ne sont pas des faits divers, mais ce serait plutôt l'histoire des mentalités et de la manière dont les gens ont perçu les événements historiques qu'ils ont vécus. La spécificité de cette émission, et il me semble que c'est la seule en ce moment, c'est que, à chaque pas, elle est préparée la main dans la main avec les historiens. On dit toujours que l'image est dangereuse, qu'elle est porteuse d'émotion et jamais de sens ; eh bien, justement, nous essayons de décoder, de décrypter les images ! Les historiens nous mettent en garde devant telle d'entre elles qui pourrait émouvoir les téléspectateurs, mais qu'il ne faut pas utiliser parce que contraire à la vérité historique.

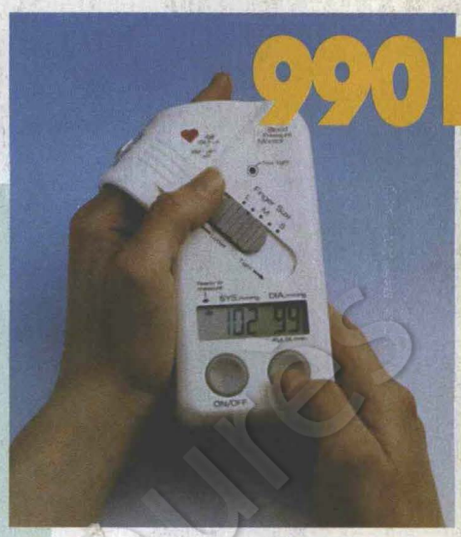
Propos recueillis par Claude Polak

(1) "Les femmes politiques", Seuil Points Actuels, 280 p., 36 F.

La boutique de Vendredi



L'AUTOTENSIOMÈTRE DIGITAL



" Un geste simple pour contrôler sa santè "

Beaucoup plus rapide que le tensiomètre traditionnel, il vous suffira de passer votre index gauche dans la bague. Automatiquement et en quelques secondes s'affichent sur son écran à cristaux liquides, votre tension artérielle ainsi que votre rythme de pulsations cardiaques. Vous pourrez enfin vérifier, sérieusement et à votre convenance, votre forme et celle de vos proches.
(fonctionne avec 4 piles, livré avec notice d'utilisation)



NOTRE RÉTROVISEUR PANORAMIQUE

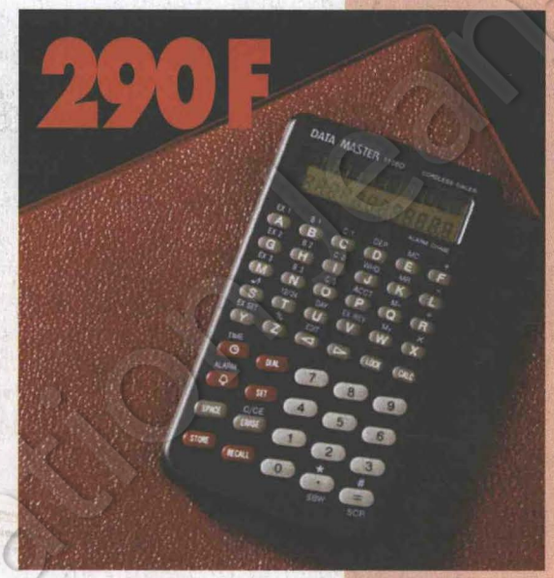
149 F

de sécurité en plus :

Faible investissement pour ce rétroviseur panoramique. Il augmente votre champs de vision, de jour comme de nuit, et diminue l'angle mort.
Il vous permet de garder un contact visuel avec les passagers arrière ce qui est très utile pour surveiller les enfants. Il facilite la marche arrière et vous permettra de réussir vos créneaux.
Se fixe facilement et rapidement par superposition sur votre rétroviseur actuel. Fabrication canadienne.

UN DATA BANK 20 K

Avec cet ordinateur de poche, votre emploi du temps quotidien simplifié



De fonctionnement facile, ce data bank a une mémoire puissante (20000 espaces mémoire) et remplit de nombreuses fonctions :

- C'est un répertoire téléphonique pouvant enregistrer 700 noms et numéros de téléphone, disponibles à tout moment en composant les premières lettres du nom.
- C'est un agenda qui enregistre les adresses complètes de vos correspondants .
- C'est un aide mémoire qui vous rappellera vos rendez-vous grâce à sa sonnerie
- En l'appliquant sur un combiné téléphonique et par simple pression d'une touche, il composera automatiquement vos numéros de téléphone.

Grâce à sa grande capacité de mémoire, vous pouvez stocker dans son fichier toutes sortes de données : numéros de compte en banque ou de passeport, des devis.
Bien entendu notre data bank sert de calculatrice.

UNE RADIO SANS FRONTIÈRES

En plus d'être une radio venturer multi bandes (PO-GO-FM), elle comporte 2 gammes d'ondes courtes, les fréquences AIR de l'aviation civile (de 115 à135 MHZ), sans oublier les ondes marines (de 4 à 6 MHZ) ou les transmissions en provenance d'un avion, d'un bateau...

- antenne gyroscopique très sensible et télescopique
- système AFC pour préserver la réception même si la fréquence varie
- munie d'un vu-mètre pour une sélection ultra précise des stations
- alimentation sur secteur ou avec 4 piles
- prise micro et écouteur (fonction ampli et porte-voix)
- Dimensions : 41 x 25,5 x 17,5



UN SAC CABINE PRATIQUE ET ÉLÉGANT

Sa conception permet un rangement optimal

grâce à ses 4 zones de rangement.
D'un faible encombrement, il vous suivra partout, même en cabine, et vous évitera les attentes pour récupérer les bagages dans les aéroports .
En pvc très résistant façon cuir, livré avec bandoulière .
Dimensions : 41,5 x 33 x10



La boutique de Vendredi

vous propose des articles que nous avons sélectionnés avec soin, soucieux de vous offrir la meilleure qualité à des prix compétitifs. Alors choisissez vite, comme les autres lecteurs de "Vendredi" !

Tous nos articles sont garantis 1 an.

Désignation de l'article	Quantité	Prix unité	Prix total

Frais d'expédition inclus. Règlement par chèque bancaire joint à la commande à l'ordre de "Vendredi", 10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07 Tél. : 45 56 79 03

Délai de livraison : 3 semaines, France métropolitaine

Offre garantie jusqu'au 30 mai.

Nom.....Prénom.....

Votre adresse: .....

..... tél. : .....

Archives Vendredi